Cahiers de

l'humanisme libertaire

REVUE MENSUELLE D'ÉTUDES SOCIOLOGIQUES

Novembre-décembre 1963 — Nouvelle série - N° 96-97 — ABONNEMENT ANNUEL : 5 F — LE NUMERO : 0,45 F

FAUX CALCULS

SUR LE PROBLEME SCOLAIRE

Un INSTITUTEUR

Les récentes élections du Venezuela ont permis la victoire du parti que dirige le président Betancour. D'autre part, peu auparavant, le président Kennedy avait été assassiné.

Le commentaire classique que nous avons lu en ce qui concerne le second événement est que c'était là les risques du métier, et que Kennedy avait été victime de son propre régime, puisque son assassin était un ancien « marine ». Il fallait bien maintenir la tradition, même avec des arguments qui ne résistent pas à l'analyse. Car l'attentat politique est rarement le fait d'hommes qui sont le fruit du régime attaqué à travers ses représentants. Caserio ne fut pas « conditionné » par l'armée française, pas plus que les exécuteurs du président du Conseil Eduardo Dato ne l'avaient été par le parti monarchiste conservateur espagnol sous le régime d'Alphonse XIII.

Quoi qu'il en soit, la réaction des camarades avec qui nous avons parlé de cet attentat a été exactement la nôtre : nous ne pouvons que regretter la mort de Kennedy, non parce que nous défendons un gouvernement pour être tel, mais parce que dans la situation actuelle du monde, certains hommes placés aux leviers de commande de la politique internationale peuvent jouer un rôle déterminant en ce qui concerne le sort de la planète entière.

Ceux-là mêmes qui font campagne contre Franco et le franquisme savent très bien que, si le despote s'en va demain, d'autres gouvernants le remplaceront. Nous ne disons pas pour cela qu'ils font campagne pour ces gouvernants ; ils font campagne contre l'oppression et pour plus de liberté, ce qui n'est pas la même chose. Et ils sont très heureux de profiter de cette liberté. Au-dessus de la tête de l'homme abattu, c'est cela qui nous intéresse. Car c'est un mensonge démagogique qu'affirmer que tous les gouvernants sont les mêmes. Il est une vieille phraséologie qu'un peu de bon sens devrait bannir.

Le cas des élections vénézuéliennes est très ressemblant. Au Venezuela, les castroistes mènent contre le régime libéral, avec l'armée spécialement organisée et ravitaillée par Castro, une lutte implacable, qui a déjà causé de nombreuses victimes. Si ces gens triomphaient, nous aurions une dictature dite populaire, qui anéantirait tous les mécontents et causerait, comme à Cuba, un recul humain effrayant, avec les répercussions que l'on suppose sur le standard de vie de la population. Mais si l'attaque au

Le problème scolaire fait l'objet d'innombrables commentaires dans tous les journaux, dans à peu près toutes les revues, au Parlement, au Sénat, dans les discours des hommes politiques — surtout ceux de l'opposition — dans les considérations des organisations syndicales, des associations d'étudiants, de parents d'élèves et d'institutions culturelles de toute sorte. Je voudrais exposer à ce sujet certaines considérations qui n'ont pas, naturellement, la prétention de trancher le problème, mais qui me semblent utiles pour peu qu'on réfléchisse avec assez d'objectivité et qu'on ne rende pas un tribut excessif à la sacro-sainte routine qui domine la plupart d'entre nous.

Je veux surtout m'occuper du problème de l'enseignement primaire. On a publié et on publie à ce sujet de très nombreuses statistiques prouvant que l'on manque d'écoles et d'instituteurs. Et naturellement, ce sont surtout les adversaires du gouvernement actuel qui font de cette question un cheval de bataille.

L'honnêteté nous oblige à dire que faire remonter à l'avènement de de Gaulle au pouvoir la crise des écoles, c'est fausser absolument les faits. Déjà avant le vote de la loi Barangé, vingt pour cent environ de la population scolaire fréquentait les écoles dites libres avant tout parce que les écoles officielles n'avaient pas de place pour les accueillir. L'influence exercée par le ca-

seul régime politique qui, depuis la naissance de la nation, a pu terminer l'exercice du pouvoir sans qu'intervienne une dictature conservatrice ou militaire devient dangereuse, la seule perspective serait la prise du pouvoir par l'armée, avec les conséquences traditionnelles. On provoquerait — et l'on provoque sciemment, semble-t-il — la contre-révolution réactionnaire afin de justifier par la suite un front unique dont on prendra la direction. Faux calcul.

Agir révolutionnairement implique autre chose que se lancer au combat en aveugles, et l'on peut desservir la cause que l'on prétend défendre par manque de calcul des différents facteurs entrant en jeu.

L'histoire est plus complexe que ne le comprend un certain simplisme qui a trop dominé dans le camp révolutionnaire. Il serait temps qu'on s'en aperçoive.

tholicisme dans des régions comme la Bretagne est loin de tout expliquer. Il fallut le coup de semonce de cette loi pour que, poussés par leur vieil anticléricalisme, les partis qui tous sans exception étaient restés aveugles et muets devant la nécessité de donner plus de vigueur au développement de l'instruction publique s'aperçussent de la réalité. Et cela plus par la rivalité Eglise-Etat que par sens réel du devoir civique.

A cette première constatation s'en ajoute une autre : ces partis d'opposition, toujours poussés par des rivalités de pouvoir, qui reprochent au gouvernement de n'avoir pas tenu compte de la vague démographique qui se préparait à déferler dans les établissements scolaires, ni construit à temps assez d'écoles et préparé assez d'instituteurs, ne présentent qu'un aspect du problème en prévision duquel ils n'avaient pas pris non plus assez de précautions. Mais surtout ils taisent des causes beaucoup plus importantes. En quinze ans la population scolaire s'est multipliée par trois (une cause en est l'élévation de l'âge scolaire jusqu'à seize ans, ce qui est un progrès formidable) ; ensuite la création de classes supplémentaires pour orienter l'enfant vers une préparation technique ou culturelle supérieure — avec l'instauration du cycle long et du cycle court ; ajoutons encore l'avalanche formidable d'enfants dans les classes maternelles, ce qui correspond à une évolution des mœurs toujours plus généralisée, laquelle fait qu'un nombre croissant de mères, soit pour travailler, soit pour se décharger d'une partie de leurs activités au foyer, conduisent, dès l'âge de trois ans, leur progéniture à l'école maternelle. Sans ces deux faits majeurs : l'élévation de l'âge scolaire au sommet et la multiplication de la population en âge pré-scolaire, il n'y aurait sans doute ni manque de classes ni manque de maîtres. Tant pis si ces vérités choquent ceux qui sont plus poussés par l'hostilité politique que par l'amour de la vérité.

Venons-en maintenant aux remèdes. Là aussi nous allons choquer l'esprit politicien et l'esprit routinier dominants. Je dis que, dans la situation actuelle, il serait possible de remédier rapidement aux maux que l'on dénonce si l'on était capable de sortir des sentiers battus.

Comment ? Eh bien, d'abord, en réduisant le temps de présence dans les écoles. D'autres pays (l'Argentine, la Suisse, plusieurs

pays du nord de l'Europe, l'Allemagne), du moins dans certains Etats, donnent quatre heures par jour d'instruction aux écoliers, au lieu de les retenir pendant six heures et de les surcharger encore de devoirs et de l'étude de leçons quand ils sont chez eux. Cette réforme avait du reste été adoptée en France par le gouvernement sous l'occupation, mais la bêtise partisane intervenant, il a suffi que cette initiative soit venue de Vichy pour qu'on l'annule d'un trait de plume. On a préféré en revenir ou en rester aux vieilles méthodes pédagogiques.

Mais si l'on faisait, en France, ce qui se fait dans d'autres pays, eh bien ! nos écoles pourraient recevoir le double d'élèves, et il y aurait assez de bâtiments scolaires ; il y en aurait même trop. On voit les économies qui se pourraient faire, et qui permettraient, d'une part, d'améliorer la condition économique des instituteurs, d'autre part, de disposer d'un matériel pédagogique beaucoup plus important.

Autre élément de solution : la participation directe des communes à la solution du problème scolaire. La France est le pays le plus centraliste d'Europe. Je ne dirai pas que ce centralisme n'ait pas eu des aspects positifs dans notre histoire, mais en cela comme en tant d'autres choses, « l'excès en tout est un défaut ». Aux Etats-Unis, l'enseignement primaire est intégralement confié aux communes ; le budget communal établi en ce qui concerne l'enseignement, chaque citoyen est imposé, au prorata de ses possibilités, de la part qui lui revient au soutien des écoles ; et les contribuables ne se dérobent pas à ce devoir. C'est une question d'esprit civique.

En France, les citoyens et les communes des villes et des villages chargent l'Etat de leur tâche. Celui-ci ne peut subventionner ou financer les écoles, maternelles ou primaires, qu'au moyen des impôts directs et indirects qu'il prélève sur tout le monde. Et naturellement il ne peut tout faire, surtout bien le faire. On a beau jeu de dénoncer le fait que tous les crédits accordés par la construction de nouveaux bâtiments scolaires ne sont pas employés, que les services des ministères de l'Instruction publique et

de celui des Finances sont embouteillés par une paperasserie et une bureaucratie qui empêchent des réalisations acceptées souvent en principe, et au bout de combien de démarches ! Mais cela n'est-il pas normal, et fatal ? Et ceux-là mêmes qui crient, protestent, dénoncent, critiquent, ne sont-ils pas les premiers responsables en demandant à l'Etat d'assurer toutes les responsabilités en ne voulant rien faire par eux-mêmes ?

Car non seulement les réalisations étatiques sont toujours, ou presque, frappées d'impéritie ; elles sont aussi toujours lentes et coûteuses. Mais nous sommes, dans ce pays, tellement habitués à demander tout à l'Etat, à ne rien savoir ni vouloir faire de ce qu'il est de notre devoir de faire, nous sommes tellement abrutis et annulés par l'étatisme qui a pénétré dans nos mœurs, dans notre mentalité, que si l'Etat ne fait pas ce que nous voulons nous crions contre lui, et nous crions contre lui quand il prétend tout faire, en grande partie par notre abstention volontaire.

Il était du plus haut comique de lire, il y a quelque trois mois, dans la presse, de copieux commentaires sur le fait qu'un maire et des instituteurs s'étaient mis à construire une école par eux-mêmes, avec l'aide d'habitants de la commune. C'était aussi extraordinaire que l'aurait été l'apparition d'une douzaine de Martiens sur la place de la Concorde.

Si nous étions moins intoxiqués par cet étatisme généralisé, si dans chaque commune, dans chaque quartier, les habitants savaient s'occuper des problèmes qu'ils peuvent résoudre par eux-mêmes, il y aurait sans doute moins de temps perdu, les choses seraient mieux faites et l'on vivrait plus utilement.

Décentralisation, fédéralisme créateur et coopérateur, rénovation de certaines pratiques pédagogiques... C'est une autre conception de la vie et de la responsabilité des hommes. Il me semble que, quelle que soit l'abondance des moyens dont on pourrait, dans le meilleur des cas, arriver à disposer, on n'arrivera jamais au degré d'amélioration nécessaire si l'on ne prend pas ces chemins-là.

Ce qui fait un demi-hectare de mauvaise terre par fellah.

Nous avons toujours posé ces questions dans notre revue, et nous disons que tout révolutionnaire sérieux doit les poser. Mais à temps. Les déclamateurs et les agitateurs écerclés ne sont pas ceux qui doivent guider l'histoire, mais ceux qui ont une matière grise valable dans leur boîte crânienne. Car Ben Bella découvre aussi maintenant — ce que nous avons dit il y a sept ans, que « la modernisation de l'agriculture ne suffira pas pour fournir du travail à tous les hommes ».

Il en déduit donc qu'il faut « opérer un transfert d'au moins un million de jeunes de ces régions du secteur agricole au secteur industriel ».

Ce qui s'est fait et se fait partout, et d'abord dans les nations capitalistes (en Angleterre et aux Etats-Unis), ce qui s'est fait en U.R.S.S. et même ce qui se fait actuellement dans l'Espagne de Franco, car les lois de l'économie sont les mêmes. Mais voici une chose qu'il oublie : c'est que pour cette politique de déplacement de population et de création industrielle il faut d'abord avoir une économie agricole solide, qui serve de support, d'accumulation primitive, comme disent les économistes. Sinon, rien n'est faisable.

Attendons voir comment il s'y prendra. Mais comme il est prévoyant, il a annoncé qu'il faudrait « un effort formidable », « une austérité librement consentie » qui devra durer quinze ans !

Le peuple algérien, qu'il distrait par la guerre, a-t-il gagné à ce changement par la façon dont on l'a fait ? Et n'oublions pas que dans trente ans il sera deux fois plus nombreux que maintenant.

Non, la révolution n'est pas une affaire pour les petites cervelles. Aurons-nous l'honnêteté et le courage de le reconnaître ?

(1) Cette note nous est parvenue quand l'article *Réalités algériennes*, de Gaston Leval, était écrit. Elle le complète utilement.

OU VA LA RÉVOLUTION BENBELLISTE (1)

Tant pis pour les benbellistes et autres nationalistes algériens qui ne voient pas plus loin que la bagarre révolutionnaire par laquelle ils sont obnubilés. Nous avons toujours soutenu et nous continuons de soutenir qu'une révolution sociale est un fait de tant d'importance qu'il ne peut être entrepris à la légère.

Ben Bella vient d'apporter une fois de plus la preuve de notre affirmation, en faisant, le 28 octobre, des déclarations sensationnelles, que *le Monde* reproduisait le jour suivant :

« Les travailleurs du secteur agricole, a-t-il déclaré, ne verront pas leurs conditions de vie s'améliorer rapidement. »

Première douche glacée sur l'enthousiasme de ceux selon lesquels il suffisait de mettre dehors les colons européens pour améliorer sensiblement, et du jour au lendemain, le sort de la population arabe.

Deuxième douche :

« Pour l'instant, notre production agricole est complètement déséquilibrée. L'Algérie importe 70 milliards par an de denrées alimentaires alors qu'elle pourrait en produire la plus grande partie sur son territoire. »

Cette dernière affirmation est plus que discutable. Mais que devient donc la socialisation agraire dont on se gargarise tant ? Pourquoi la production en est-elle là alors que dans les collectivités espagnoles elle augmente rapidement, d'une année à l'autre ?

Troisième douche :

Ben Bella découvre que la situation agricole algérienne se caractérise comme suit : « Huit millions de fellahs dont les conditions de vie sont à peine imaginables sur quatre millions d'hectares de terrain ravagés par l'érosion et le ravinement. »

VISION D'AVENIR

Bientôt l'Etat et la machine ne feront qu'un. Tout sera standardisé, normalisé, taylorisé. La spécialisation aura mis toutes valeurs productives à leur rang, et ceux-là seuls qui ne pourront attester d'un coefficient de production obligatoire assez élevé devront être mis à part, c'est-à-dire supprimés, puisqu'ils viendraient inutilement grever les dividendes sociaux. Touchante perspective en vérité.

Au sommet de chaque collectivité, somme plus ou moins importante en nombre de numéros rassemblée par la seule force du Chiffre, le Dictateur, directeur du consortium d'usines qui constituera jusqu'à nouvel ordre les patries, suprême expression de la termitière, ce chef aura sous ses ordres ceux qui créent les plans et les méthodes de travail. Cette volonté n'aura à prendre conseil pour agir que des seuls intérêts matériels de l'entreprise. Et c'est le contraire qui arriverait dans une société où l'Esprit aurait encore place.

Philéas LEBERGUE

UNE OUBLIÉE :

FLORA TRISTAN

Marcel RENOT

Proches ou loin de notre pensée, les œuvres des savants, artistes, philosophes, historiens, etc., sont les grandes forces psychologiques de l'humanité.

Dans un de ses bons livres, Jean Rostand nous expose, comme il sait le faire, la puissance de foi des « hommes de vérité » (Fontenelle, La Rochefoucauld, Claude Bernard, etc.). Œuvres grandioses, certes, noms prestigieux sans doute. Mais il en est d'autres, oubliés aujourd'hui et qui désignent pourtant des personnalités attachantes, voire héroïques, envers lesquelles les hommes ne se sont pas toujours montrés généreux. C'est ce qui nous amène à parler de Flora Tristan.

Où trouvons-nous ce nom ? Les études biographiques consacrées aux pionniers des causes humanitaires l'écrivent rarement, et c'est seulement à la notoriété du peintre Gauguin, son petit-fils, qu'il doit d'être parfois cité. Mais jamais, à cette occasion, il ne sera fait allusion à la fanatique dévotion aux devoirs que cette femme admirable s'imposa durant une vie abrégée par des sacrifices trop peu spectaculaires pour tenir une place dans l'histoire.

La courte vie de Flora ne fut que luttés et tourments. De sa naissance à sa mort (à quarante et un ans), en elle comme autour d'elle, jamais la paix ne régna.

Son père, don Mariano de Tristan, issu d'une noble famille péruvienne, avait hérité lui-même d'un caractère indépendant et passionné. Colonel dans l'armée espagnole, il connut Thérèse Lainé, qui, fuyant la Révolution française, vivait misérablement à Bilbao.

Pour des raisons assez obscures, il n'épousa jamais celle qu'il aimait, malgré la tendresse qu'il lui voua jusqu'à sa mort. Mais on sait que le colonel don Mariano s'était toujours montré rebelle à toute forme de lien.

Quoi qu'il en soit, la situation de ce « faux ménage » — comme on dit — eut un retentissement considérable sur le destin de Flora, car plus tard, quand mourut le colonel, sa femme, Thérèse Lainé, ne fut pas considérée comme une héritière légale. Puis, comble de malheur, un important envoi de fonds, peut-être une fortune, avait été englouti dans le naufrage du navire qui le transportait.

Le ménage Tristan s'était fixé à Paris un peu avant la naissance de Flora, en 1803. Don Mariano, ami de Bolivar, prit un intérêt passionné aux controverses que celui-ci soutenait contre les bonapartistes. On le traitait de jacobin — comme tous les hommes opposés à Bonaparte d'ailleurs. « Dénominations encore tout imprégnées de sang », écrivait Flora plus tard.

« Liberté, oppression, égalité », ces termes bien des fois prononcés, étaient nouveaux pour elle, et son père tâchait d'en faire comprendre le sens à l'enfant qu'elle était alors. Mais cela était bien au-dessus de sa portée, d'autant plus que don Mariano, trop fantaisiste, n'était guère un éducateur !

Il mourut en 1808, laissant ses deux filles — Flora avait une sœur — et leur mère sans un sou.

Réfugiée à la campagne avec ses deux enfants, Thérèse Lainé se voit réduite, pour vivre, à

accepter toutes les besognes et n'eut jamais le courage ni surtout le loisir d'instruire Flora, son aînée.

Dès son enfance, celle-ci sentit vivement l'iniquité de son sort et d'autant plus péniblement que son nom était celui d'une famille de haut rang.

Fière, les privations de toute sorte, l'humble condition de son milieu l'humiliaient, l'irritaient. Et l'épuisement de sa mère au travail l'affectait douloureusement.

D'être sans instruction aussi la rendait avide d'acquérir l'éducation, la science qui lui avaient été refusées ; l'orthographe, qu'elle ignora longtemps, prit pour elle une importance qui tourmentait à l'obsession. Margaret Goldsmith, sa biographe, à laquelle nous empruntons, ainsi qu'à Jules Puech, des renseignements pour ce petit travail, nous dit que, jeune fille, « elle dissimulait ses ignorances et ses incertitudes derrière un masque d'arrogance qu'elle ne dépouilla jamais entièrement, surtout en face des étrangers ».

Distante, d'une froideur décidée, mais d'une grande beauté, il rayonnait d'elle un charme qui, plus tard, lui permit d'exercer une emprise rare sur les auditoires populaires.

De retour à Paris avec sa mère, en 1818 — elle avait alors quinze ans — on les trouve installées dans un quartier des plus mal famés : la place Maubert. Il lui fallait gagner sa vie. Entrée dans un atelier de lithographie, elle en épousa le patron, un nommé Chazal, en 1821. Peut-être voulait-elle ainsi mettre fin à l'extrême pauvreté dont elle avait tant souffert ? On ne sait. Mais elle ne put supporter son ménage malgré une situation matérielle acceptable. Elle rompit et confia à sa mère la garde des trois enfants qui lui étaient nés.

Traquée par son mari, systématiquement persécutée, elle était chassée de chez ses employeurs, auxquels il faisait connaître la situation de sa femme. Renvoyée par ses logeurs, Flora doit encore soutenir une lutte implacable pour garder ses enfants, dont la dernière, Aline, future mère de Paul Gauguin, devait connaître une enfance plus misérable encore que ne l'avait été celle de Flora ! Contre vents et marées, celle-ci assurait l'existence des enfants.

La haine de Chazal, son mari, ne la laissant pas en paix, elle se réfugia en Angleterre, où elle resta cinq ans. C'est durant cette période que sa dure existence la fit réfléchir aux injustices, aux souffrances du monde. Elle commence à lire, à penser, à étudier, incitée qu'elle y est par une large propagande des journaux anglais, comme « The Pioneer », qui appelaient les travailleurs à la grève générale.

Elle rentra en France dans l'hiver 1829, mais ne pourra éviter une rencontre avec Chazal, son mari, qui, furieux de ne pouvoir la vaincre, tira sur elle. Légèrement blessée, elle se rétablit vite. Son mari écopa vingt ans de travaux forcés...

Après le drame, nous la retrouvons encore en Angleterre, où elle pense assurer l'avenir de ses enfants. Pour cela, elle tentera de nouer des relations avec la famille péruvienne de don Mariano, son père. Sans succès.

Alors elle se décide à partir pour le Pérou, où elle ne sera pas plus heureuse, le « mariage » irrégulier de ses parents étant mal jugé, comme aussi le voyage d'une femme seule à l'étranger.

Toujours vaillante, toujours lucide malgré sa santé ébranlée et ses amères déceptions, la voix de nouveau en France ; elle va publier deux brochures, ses premiers écrits probablement, traitant de l'affranchissement de la femme et de la nécessité de rétablir le divorce. C'est alors qu'elle commencera à envisager le problème social, mais du point de vue féministe. On la comprend. Elle connaît ce c'est bien l'inégalité imposée à son sexe qui lui valut sa triste vie conjugale avec son dramatique dénouement. De plus, la misère de l'ouvrière lui est, d'expérience, aussi connue.

Comme les saint-simoniens, elle envisage l'amélioration de l'humanité par l'égalité des sexes et ne perd jamais de vue la cause féministe, même au plus fort de son activité dans la lutte ouvrière. Au reste, dans son livre *l'Union ouvrière*, bien oublié, sa vive critique de la morale courante parut des plus osées.

Elle admirait Fourier, qui condamnait durement le principe du mariage, proclamant la haute moralité de l'amour libre. La faillite de son aventure conjugale n'était sans doute pas étrangère à cette admiration. Idéaliste par nature, les théories humanitaires l'aideront grandement à s'évader de l'impitoyable lutte pour la vie.

Réfléchissant de plus en plus profondément, elle se convainquit que l'intérêt du travailleur exigeait autre chose que de douces réformes. Elle écrit alors : « Les masses ouvrières seules doivent, par une association étroite, se libérer de l'oppression et de la famine. »

Puis le temps arrive où elle accorde moins de sérieux à Fourier. Plus attentivement, elle examine les travaux de Robert Owen, dont la colonie de « New Lamark » l'intéressait vivement. Les méthodes pacifistes l'emportèrent alors, dans son esprit, sur la violence, encore qu'elle trouvât Owen trop convaincu des « influences extérieures sur l'évolution de l'être humain ».

Nous sommes à présent en 1837. Elle connaît Robert Owen. Son intérêt pour l'Angleterre en est éveillé complètement. Elle veut y retourner dès que le grand ouvrage qu'elle projette serait terminé. Un grand ouvrage : « Les pérégrinations d'une paria. » C'est le récit du voyage au Pérou. Il parut en 1838 et fut son premier succès littéraire.

Son talent d'écrivain, réel, se confirme la même année avec son roman « Méphis ». La voici collaborant à plusieurs journaux, étendant ses relations ; son appartement, au 100 de la rue du Bac, devient un salon littéraire coté. La stabilité dans la vie de Flora semble s'établir.

Mais attention ! « semble » seulement.

Hantée encore une fois par un désir de changement comme par la mission sociale qui s'imposait à sa conscience dont l'appel est pour elle un devoir, elle décide de retourner à Londres, où, à leurs sources, elle étudiera les travaux d'Owen, de John Grey et d'autres. Elle se met alors à une étude sur l'Angleterre dans laquelle elle s'oppose systématiquement à la violence dans la guerre des classes, ce qui ne l'empêchera pas d'y placer, en exergue, « Mieux vaut périr par l'épée que mourir de faim. »

Elle prend part à des réunions secrètes, ce qui comble bien son esprit romanesque. Elle écrira : « Dans le secret des cavernes, les apôtres enseignaient les catéchumènes et leurs paroles étaient plus puissantes que la force des Césars. »

Sa véritable vocation s'affirme dans son livre *Promenades dans Londres*, publié à Paris en 1840 et qui reflète une profonde connaissance du problème ouvrier de ce pays. On y trouve une étude peu ordinaire des conditions industrielles qui font la richesse des uns et la misère des autres.

Infatigablement, Flora ira d'un bout à l'autre des districts ouvriers, posant des questions aux patrons, prenant des notes, établissant des statistiques sur les salaires et les conditions économiques en France et en Grande-Bretagne (1).

Elle connaît à présent le sort des travailleurs et, plus que jamais, est résolue à faire quelque chose pour eux. « Sur le sol anglais — écrite elle — vingt millions de prolétaires gémissent ; qui leur révélera à eux-mêmes leur pouvoir et organisera l'union de leurs forces ? » C'est ce qui lui inspirera son livre *l'Union ouvrière*, « moins un livre qu'une action », dira-t-elle.

Elle va partout où des êtres humains sont opprimés. En Angleterre, toujours, on la verra étudiant la prostitution, visitant les aliénés.

Un fou français, reconnaissant tout de même sa langue, lui offrira une croix faite de quelques brins de paille : « Prends cette croix, lui dit-il, et va par le monde annoncer la loi nouvelle. » Elle prend la croix et écrit : « J'accomplirai la tâche que cet homme m'a indiquée ; je délivrerai la femme de la servitude de l'homme ; le pauvre de la servitude du riche ; l'âme humaine de la servitude du péché. »

Son émotion indique-t-elle un côté mystique de son caractère ? On le dirait, car sa tâche se teinte un peu de surnaturel sans pour cela que sa lucidité en soit altérée.

Paris l'attire encore. Elle y est rentrée pour écrire un livre et continuer ce qu'elle considère comme une mission.

Pour cela, Flora organisera des meetings partout en France ; elle tentera de grouper les ouvriers en « Société de Compagnonnage » dans l'esprit de ce qui devait être plus tard les syndicats. Elle est prise à partie violemment, traitée « d'apôtre en jupon », pourchassée par la police et, dans maintes villes, sa chambre sera perquisitionnée. Ses écrits sont séditieux ? Elle continuera de plus belle à les diffuser. Aucun éditeur ne veut publier *l'Union ouvrière* ? elle le fera imprimer elle-même, tâche ardue quand on n'a pas d'argent ! Il faut recueillir des fonds ? Elle se met en campagne, allant jusqu'à solliciter le banquier Laffite qui, furieux, la congédie. Il est vrai qu'elle n'avait qu'une médiocre confiance dans le libéralisme de façade de ce bourgeois richissime. Flora avait frappé à la mauvaise porte. Mais d'autres devaient s'ouvrir, plus accueillantes à son courage : ce furent celles d'Eugène Sue, de Béranger, de Ponsard, de George Sand.

N'aimant pas quémander, sa nature trop fière puisait dans sa foi pour vaincre ses répugnances.

Elle dira plus tard : « Je vais à pied, je visite vingt personnes pour n'en trouver que trois qui donnent quelque chose. Seule l'indifférence de ceux que je veux servir, les travailleurs, m'accable, mais je sais que je fais œuvre utile, qu'un grand bien en résultera. »

Cette visionnaire, comme beaucoup d'orateurs brillants, subjuguait moins un interlocuteur isolé qu'un auditoire nombreux. Puis on n'avait pas oublié l'héroïne d'un crime passionnel, et les esprits mal avertis ne la voyaient guère en réfématrice sociale...

Quoi qu'il en soit, l'apparition de *l'Union ouvrière* fut une révélation. Son langage simple était bien à la portée de ceux auxquels il s'adressait ; les noms de Saint-Simon, Owen, Fourier, Proudhon y étaient cités. « Il ne reste qu'une chose à faire, écrit-elle : agir. Et c'est aux travailleurs de la faire. »

(1) N. de la R. — Soulignons que cette étude remonte à 1840, que d'autres furent aussi publiées à cette époque. Et les catéchumènes enragés de Marx pensent que c'est lui, et Engels, qui furent les révélateurs de la vérité sur la naissance du capitalisme anglais.

Un biographe de Flora, Puech, dira de *l'Union ouvrière* : « C'est le plus complet résumé du catéchisme révolutionnaire paru jusqu'ici en France. Il ouvre le champ à la guerre des classes sans contrarier l'altruisme et le pacifisme de son auteur. »

Pour Flora, l'aide matérielle temporaire qu'apportent les sociétés de secours mutuels était insuffisante. Les causes de la misère restaient enracinées. Elle verra se dresser les adversaires de son enseignement, c'est-à-dire tous ceux pour qui les conceptions d'un avenir meilleur pour les déshérités étaient non seulement pure folie, mais attentats aux sacro-saints privilèges de la classe riche. Il n'y avait que des malfaiteurs comme elle pour songer à une coopération entre les travailleurs eux-mêmes !

Son idéalisme, par certains côtés un peu aveugle — tout amour ne l'est-il pas ? — lui assurait que les travailleurs comprendraient qu'en donnant chacun deux francs par an ils constitueraient un fonds de soutien de quinze millions et que, ainsi, l'union ouvrière serait une force contre le patronat, qui se verrait désarmé. Hélas ! elle oubliait, d'abord, que bon nombre d'ouvriers sollicités refuseraient leur obole ; elle oubliait encore que les chefs d'industries pouvaient, quand ils le voulaient, licencier les ouvriers, rien ne les en empêchant, et qu'alors la contribution indispensable cesserait — au moins pour ceux-là. L'argent nécessaire à la lutte manquerait.

Elle veut réaliser l'union entre les travailleurs. Oui. Mais sans entrevoir que « l'arme économique », comme elle l'appelait, n'est pas tout — surtout à cause de son instabilité — et qu'il y a, qu'il aura toujours des facteurs moraux et psychologiques qui domineront la situation...

Elle oubliait aussi les stupides querelles entre les membres de diverses corporations. Sans relâche, on la verra adjurer les travailleurs de tous les pays d'adhérer à « l'union » sans distinction de nationalité ou de métier. A cet égard, « elle observe avec chagrin l'ostracisme de O'Connell, qui, au nom de la religion, empêchait les ouvriers d'Irlande de fraterniser avec leurs camarades anglais ».

Son livre paru, Flora reprendra sa propagande active, ne comptant pas que son ouvrage suffirait à lui seul pour éclairer les masses populaires.

Alors, dans beaucoup de grandes villes de France, des auditoires émus et nombreux iront chercher dans ses éloquents paroles des remèdes à leur misère, des enseignements, des consolations...

Elle se trouvait à Bordeaux en 1844 quand une hémorragie cérébrale la frappa. Elle en mourut, privant les pauvres qui l'aimaient de son admirable dévouement.

Suprême témoignage de respect et d'amour pour Flora, qui avait voué toutes ses forces à leur cause, ils érigèrent un monument à sa mémoire. Aux mots « Liberté, Egalité, Fraternité », gravés dans la pierre de son tombeau, ils ajoutèrent : « Solidarité ».

C'est dans la mesure où l'individu exerce son énergie, sa volonté, son intelligence sur la société qu'il est libre ; car sa liberté, c'est cela : agir dans le sens qu'il croit nécessaire et juste. Quand la société arrive à un tel degré d'organisation que l'individu ne peut rien sur elle, et ne doit que la subir, même si de certains points de vue elle est parfaite, il n'existe plus de liberté. Il n'y a que béatitude animale.

RÉALITÉS SUD - AMÉRICAINES

Dans le numéro 7, correspondant aux mois de janvier-février 1964, de la revue *Panoramas*, éditée à Mexico, nous trouvons une étude publiée par le parti « Aprista » péruvien sur l'économie sociale du Pérou. Cette étude, sérieuse et courageuse, montre la réalité des structures sociales qui dans ce pays, comme dans tant d'autres de l'Amérique indo-latine, remonte à l'implantation des « conquistadores » dans cette partie du monde. Nous y relevons, sur la situation de la population agraire, ces chiffres qui, à peu de choses près, correspondent à ceux de la Colombie, du Brésil, de l'Équateur, etc., du Mexique à la Terre de Feu. Ils prouvent, une fois de plus, même si cela bouscule le confort intellectuel de ceux qui expliquent toute la misère centre et sud-américaine par l'exploitation « yanque », que les causes fondamentales sont beaucoup plus profondes. En ne les dénonçant pas on ne sert pas la vérité, mais on fait le jeu des pires exploitateurs des grandes masses humaines dont on détourne l'attention en les excitant contre les « étrangers ».

Le dernier recensement agricole, dit cette étude, a montré que, sur 20.600.000 hectares de terres labourées et de prairies naturelles :

— 95 pour cent des propriétaires n'en possèdent que 6 %, soit 1.260.000 hectares, groupées en 546.000 fermes d'une moyenne de 2,03 hectares chacune ;

— 1 pour cent des propriétaires possèdent des fermes de 20 à 200 hectares ; moyennes : 54 hectares par ferme, et pourcentage sur la superficie totale : 1,08 % ;

— 4.832 propriétaires, soit moins de 4% du total, possèdent 93 % du total des terres, et la moyenne des exploitations est de 2.200 hectares.

Enregistrez, et n'oubliez pas.

LE STATUT DES OBJECTEURS

Le statut des objecteurs de conscience a été définitivement voté. Il spécifie que, ceux qui en bénéficieront, occuperont, en cas de guerre, des postes dangereux, et dès maintenant devront accepter les missions et les travaux qu'on leur imposera. Ce ne sera sans doute pas très drôle.

Surtout, les objecteurs de conscience devront accomplir le double de temps du service militaire accompli par les autres — car c'est d'un service militaire spécial qu'il s'agit. La brimade derrière la concession. On n'en est pas surpris.

Socialistes et communistes ont voté contre sous prétexte de désaccord avec les conditions imposées. Mais les socialistes — à part quelques individualités — ne se sont jamais occupés de ce problème, et le seul homme d'Etat qui dès les premiers moments ait accepté le principe de l'objection de conscience a été de Gaulle. Les conditions apportées l'ont été par sa majorité parlementaire et par les officiers et les généraux qui lui reprochent d'être un antimilitariste...

Quant aux communistes, ils furent bien contents de trouver ces prétextes. Car en U.R.S.S. les objecteurs de conscience sont enfermés dans les asiles d'aliénés...

« L'ENFANCE EN CROIX »

UN LIVRE DE GASTON LEVAL

Denise ROMAN-MICHAUD

Les Editions du Scorpion, qui offrent de nombreux ouvrages traitant de la psychologie enfantine, s'honorent d'avoir publié le récit autobiographique de notre ami.

L'enfance malheureuse est un sujet depuis toujours exploité en littérature. Dickens, Victor Hugo, George Sand, Jules Vallès, Jules Renard, Gorki, Romain Rolland, Pérochon, Neel Doff, Hervé Bazin, Clancier, etc., le traitèrent avec plus ou moins de bonheur. Cosette, Rémi, Jean Christophe, ont ému des générations d'enfants.

Gaston Leval ajoute à cette liste le récit poignant de ses années d'enfance et d'adolescence, document psychologique et plaidoyer à la fois courageux et bouleversant.

Œuvre courageuse s'il en fut, parce qu'il en coûte de faire étalage de ses peines. Et si l'auteur a vaincu sa pudeur, c'est un peu pour « se défouler », chasser des cauchemars obsédants, mais surtout pour alerter l'opinion publique sur un problème toujours actuel, douloureux et complexe.

Récit bouleversant parce qu'étrange jusqu'à paraître invraisemblable : notre petit héros a été torturé par une mère qui s'acharnait à le faire souffrir !

Ceux qui ont conservé les souvenirs lumineux d'une enfance normale douteront peut-être de la véracité des faits. Mais ceux qui ont souffert comme lui s'y retrouveront.

La plupart des enfants malheureux de notre littérature sont victimes de la malchance, de la maladie et de la mort inévitable, de mauvaises conditions sociales que les progrès de la technique et de la législation peuvent améliorer.

Les enfants souffrent moins qu'on ne le croit des privations matérielles et de l'absence de confort. J'ai envié dans mon enfance, relativement aisée, des camarades dont les mères étaient des « souillons » accueillantes au cœur généreux. Les petits paysans de jadis, qui pataugeaient en liberté dans la boue et dormaient dans des chambres sans feu, étaient à coup sûr plus heureux que nos petits citadins, prisonniers sur moquette (1).

Mais que manquent la chaleur du sein, le sourire, les baisers maternels, tout ce qui assure la sécurité, et l'enfant ne se développe pas normalement, ou régresse. Le cas est bien connu de ces bébés élevés en crèche aseptisée qui accusent des retards de langage.

Joies et peines, chez l'enfant, sont intenses, et conditionnent l'avenir de l'adulte. L'enfant qui n'a pas souri gardera pour toujours un visage fermé sur sa peine intérieure, une sensibilité d'écorché qui ne fera que s'exaspérer aux buissons de l'existence.

L'Enfance en croix, ai-je dit, est aussi un document psychologique : c'est l'étude clinique d'une mère sadique et de sa victime.

Durant les quinze années passées sous le toit maternel, pas une journée sans gifle de la mère, « qui frappait avec sa main de plomb, proportionnée à ses quatre-vingt-dix kilos ». Pour la mère tortionnaire tout était prétexte à mauvais traitements : mains plaquées sur la cuisinière

rouge, volées de manche de parapluie pour un retard, coups de tisonnier ou de manche de plumeau, nuque cognée au mur, pincements jusqu'au sang à travers l'étoffe, soufflets sur le nez, obligation de manger des poumons d'oie écoeurants, bains forcés, menace de mort en montrant un revolver, etc., etc. Tout était prétexte à vexations humiliantes : coupe de cheveux ridicule, tablier de fille, chaussures trop petites, lavage des draps mouillés par les temps les plus froids, transport de l'eau à huit minutes de la maison, commissions dans l'obscurité terrifiante, etc.

Elle n'agissait jamais devant témoins, et personne n'aurait pu soupçonner une mère si bien élevée. Elle se plaignait à qui voulait l'entendre de cette « sale caboche », de cet enfant incorrigible, faisant un rapport détaillé de ses méfaits. Elle était jalouse qu'il puisse jouir de l'amitié, de l'estime ou du respect d'autrui. La mère de Jules Vallès était excusable : elle voulait faire de son fils un homme de bien. Celle-ci, monstrueuse, prenait plaisir à faire souffrir.

Le souffre-douleur était résigné, terrorisé. On avait tué en lui toute velléité de résistance. Il inventait des raisons pour cacher la vérité aux enfants, par contrainte ou par honte. Il était énurétique, il se rongait les ongles. Taciturne, il se taisait par peur de sa mère.

À l'école, il était mauvais élève parce que accablé de soucis et de travaux domestiques. Et il était puni à la maison parce qu'il était puni à l'école : cercle infernal dont il ne sortait jamais.

À treize ans, il préfère entrer à l'atelier plutôt qu'à l'école Arago, pour être plus longtemps hors de la maison et pour gagner plus tôt sa vie. Mais là, nouvelle déception : il doit balayer du matin au soir au lieu d'apprendre à faire de beaux coussins de cuir.

Par réaction de défense, il vole, il ment pour éviter les raclées. Il nourrit des idées de révolte, des idées incendiaires, des idées de suicide. Il veut se pendre. Il éprouve l'attraction de l'eau, « sirène toute-puissante pour les désespérés ». A plusieurs reprises, il fait l'école buissonnière, une fugue dans un terrain vague de Saint-Mandé, où il se construit une cabane ; il est ramené à la maison entre deux agents cyclistes, « deux grands gaillards flanqués de leur machine ».

Un peu plus tard, nouveau départ avec un garçon boucher en direction de Brest, pour s'embarquer comme mousse. Et la fugue se termine par une insertion dans le *Petit Parisien*, honte impardonnable ! Un embarquement au Havre ne réussit pas davantage.

L'enfant, devenu homme, souffre de rester indifférent sur la tombe de sa mère. Il parle douloureusement de cette haine qu'il n'aurait pas voulu éprouver :

« Rien n'est plus abominable que la haine du fils envers sa mère, non parce que c'est dans la morale traditionnelle et dans la bouche des gens, mais parce que rien n'est aussi anormal dans la nature que ce revirement de la vie contre sa source même, que cette autodestruction de cause à effet et d'effet à cause. C'est la rupture de la chaîne biologique, et quoi de plus beau, de plus sain que le prolongement d'une même lignée humaine, harmonieusement développée, depuis le fond des temps, vers l'éternité ? »

Cet enfant fugueur, bizarre, renfermé, ne demandait qu'à s'épanouir dans un milieu plus favorable. C'était un imaginaire et un sensible. À l'atelier, les vers de Musset chantaient dans sa tête exaspérée par un travail de chaudronnerie abrutissant.

Dans sa nuit brillent quelques étoiles : les grands-parents disparus très tôt, les vacances trop courtes chez la nourrice sarthoise, les visites trop rares du père marié ailleurs, ancien combattant de la Commune, qui éveilla en lui l'amour de l'équité comme sa mère lui avait donné la haine de l'injustice.

Le psychologue ne juge pas, il ne condamne pas. Il cherche à comprendre la conduite de cette mère anormale. L'auteur en donne l'explication dans sa préface.

Le cas est moins rare qu'on ne le croit de l'enfant martyrisé par une mère sadique. L'amour, comme la foi, ne s'impose pas par un commandement de Dieu ou de la société. N'est pas mère aimante, n'est pas épouse fidèle qui veut. Il faut beaucoup de raison et de cœur pour ne pas se venger sur l'enfant des déceptions causées par le mâle. Combien de femmes repoussent instinctivement le fruit d'un amour malheureux ? L'Assistance Publique, tant décriée, a peut-être sauvé plus d'un enfant destiné au martyre. « Tout le monde n'a pas la chance d'être né orphelin », dit Poil de Carotte. La misère morale est plus lourde et moins guérissable que la misère matérielle. Là est le problème dans toute sa complexité angoissante.

Mettre un enfant au monde est l'acte le plus grave de l'existence, qu'on ne devrait accomplir que lorsque toutes les conditions sont réunies pour construire le nid bien chaud où il s'épanouira ; les mariages hâtifs, conclus par surprise ou par dépit, ne peuvent qu'aboutir à une carence affective, cause d'inadaptation de l'enfant. Nous touchons là au problème de la maternité consciente sur lequel, pendant près de deux millénaires, la religion jeta l'interdit, mais qu'on commence enfin à aborder scientifiquement.

Il y aurait encore beaucoup à dire sur un livre si riche. Je ne puis qu'en conseiller la lecture à ceux qui se consacrent à l'enfance inadaptée. Les éducateurs pourront en détacher des extraits. Le style est dépouillé, comme les faits dans leur simplicité tragique. Nous sommes loin du style brillant, mais artificiel d'un Jules Renard : on ne fait pas de la littérature avec des larmes d'enfants ! Mais quelle fraîcheur de source claire quand l'auteur évoque les jours heureux passés chez sa nourrice, dans la campagne du Perche, et revoit « les papillons de rêve sur les carrés de luzerne dont le beau bleu violacé tranche avec l'or ondulant qui dévale vers le ruisseau ; le mail ombreux de la Ferté-Bernard où, les jours de foire, les cors de chasse résonnent comme dans un cathédrale ».

Mais l'enfant malheureux est resté torturé à travers le temps par le cauchemar du souvenir. Au soir d'une vie, fertile en épreuves, il se penche sur son enfance maudite, non pas pour mendier la compassion ou la pitié, mais pour inciter à la défense des jeunes victimes, incomprises ou maltraitées, qui n'ont pas toutes les secours « de la haine agissante ou d'une nature de combat et qui en souffrent davantage ».

L'auteur a atteint son but : son livre est une bonne action.

Nous sommes en mesure de pouvoir fournir à nos lecteurs le livre de Gaston Leval au prix de 6,50 francs franco.

(1) Note de la Rédaction. — Institutrice, Denise Roman Michaud a une longue expérience de ces questions.

PROBLÈMES CONSTRUCTIFS

VOLINE

Traduit spécialement du russe, nous reproduisons un article publié le 15 décembre 1917 dans le n° 21 de l'organe de l'anarcho-syndicalisme russe Goloss Truda (« La Voix du Travail »), qui paraissait à Saint-Petersbourg, devenu ensuite Leningrad. Son auteur, le théoricien anarcho-syndicaliste Voline, qui fut la bête noire de Lénine, exprimait, en même temps que sa pensée, celle de ses camarades Schapiro et Maximoff, qui appartenaient aussi à la rédaction de ce journal.

Nous croyons utile de faire connaître cet écrit, non seulement à titre de documentation historique, mais pour montrer les problèmes que pose une révolution sociale, et que, dès les premiers moments, ces hommes qui furent persécutés comme contre-révolutionnaires par le pouvoir bolchevique apportaient des idées constructives valables. De l'ensemble nous avons bien des enseignements à tirer.

Nous affirmons que la révolution « politique » est terminée. Depuis huit mois, elle a fait son chemin. Un parti politique de gauche a pris le pouvoir. Actuellement, il consolide ses positions.

Les travailleurs ont le devoir de continuer la révolution avec acharnement pour qu'elle ne s'arrête pas.

Il est indispensable :

- que les travailleurs et les paysans empêchent le retour en arrière ;
- que les soldats aident à tout prix les travailleurs et les paysans dans cette voie ;
- que la révolution soit dirigée vers des voies constructives.

La victoire des travailleurs et des paysans sauvera la révolution. Dans le cas contraire, sa mort est certaine.

Que doivent faire les travailleurs pour diriger cette révolution vers une révolution sociale ?

Plusieurs grands problèmes sont à résoudre par les masses des travailleurs des villes et des campagnes.

A la campagne :

Un effort incessant, un travail inlassable est indispensable pour conquérir la terre et supprimer la propriété privée.

Il est nécessaire d'organiser la production, mais pour y réussir il faut des machines, des instruments et du cheptel.

Après l'expropriation de la terre, les paysans doivent organiser la production sur des bases collectives et améliorer graduellement les méthodes actuelles de production.

Parallèlement à ce travail, les organisations paysannes doivent entreprendre la distribution aux consommateurs de toutes les denrées alimentaires (céréales, fruits, etc.).

Il est indispensable de garder les produits de la semence et de diriger l'excédent là où les produits agricoles sont demandés.

D'où surgissent de nouveaux problèmes :

- la constitution d'entrepôts communaux ;
- l'organisation de la distribution ;
- les relations entre les villes et les villages.

Ensuite apparaissent d'immenses problèmes secondaires :

- la transformation radicale de l'habitat rural ;
- l'organisation de l'enseignement dans les villages ;
- la solution de la question sanitaire et médicale.

A la ville :

L'économie et la vie citadines sont beaucoup plus compliquées, surtout actuellement. Seule l'action concertée, planifiée, des organisations des travailleurs, dirigée vers des objectifs clairement définis, peut donner des résultats féconds.

En général, le problème est le suivant :

— L'organisation du ravitaillement :

Partout où les forces conscientes des soldats et des marins restent les gardiennes de la révolution et appuient les travailleurs, il est urgent de préparer un plan de ravitaillement et immédiatement, énergiquement, passer à sa réalisation.

Les principaux produits alimentaires (pain, viande, sucre, lait, matières grasses) qui se trouvent dans les entreprises doivent être expropriés.

Les produits alimentaires se trouvant dans les magasins et les boutiques doivent également devenir la possession des organismes distributeurs. Les entreprises commerciales doivent être remplacées par des magasins généraux.

Quels sont ces organismes qui peuvent entreprendre cette tâche ? Il est pratique et souhaitable que celle-ci soit confiée aux coopératives, car :

1° Les éléments qui constituent ces coopératives sont déjà habitués aux problèmes du ravitaillement ;

2° Ils peuvent facilement réaliser l'expropriation des produits et organiser les magasins de ravitaillement par quartiers ;

3° La réalisation de ces problèmes permettrait aux travailleurs et employés des entreprises privées de travailler dans les magasins de ravitaillement de leur quartier ;

4° Une telle solution du ravitaillement permettrait de résoudre le problème de l'habitat.

Le fonctionnement des coopératives de consommation d'une rue ou d'un quartier peut être facilement coordonné avec le fonctionnement des comités des maisons par rue et par quartier.

La nécessité des relations entre ces deux organismes est déjà prouvée par la révolution.

L'expropriation des produits alimentaires et l'organisation des magasins généraux doivent être complétées par l'organisation de restaurants populaires où l'on pourra trouver des repas chauds et gratuits.

Procéder de cette façon, introduire dans la vie une telle méthode de ravitaillement et de distribution, permettra d'alléger au plus haut degré les soucis de l'alimentation de la population.

D'autre part, l'ensemble de ces mesures portera un coup mortel à l'exploitation et à la contrebande, contre lesquelles il n'y a guère d'autres moyens de lutter.

★

Avec l'organisation du ravitaillement, il faut développer une action énergique pour résoudre le problème de l'habitation. Il est urgent d'entreprendre immédiatement l'expropriation méthodique des maisons d'habitation appartenant à des propriétaires.

Toutes les habitations doivent être déclarées propriété collective.

Nous savons très bien que tous ces problèmes ne pourront être résolus en quelques minutes. Cela exige un travail bien réfléchi et très sérieux. Néanmoins, il est indispensable de préparer décisivement le plan de la réalisation de tous ces problèmes ardu.

Le gouvernement avait projeté, avec timidité, un décret pour résoudre la misère du logement. Il en est resté là.

Pour nous, il n'est pas question de modifier les conditions de loyer, mais de supprimer complètement la propriété privée.

Les organisations capables de réaliser ces problèmes sont les comités de l'habitation, qui sont constitués par rue, quartier et rayons.

Chaque comité d'habitation, dans les limites d'un immeuble, prépare les données sur l'état dans lequel se trouvent les logements, le chauffage, l'éclairage, etc.

Ces comités forment le conseil (soviet) de la ville, qui a pour tâche de procéder, après l'expropriation de l'habitat, à la distribution des logements.

Si le conseil est réellement composé de délégués des comités d'habitation par rue, quartier et rayons, c'est-à-dire de bas en haut, ses décisions seront toujours positives, fécondes et justes.

Je signale que ce procédé commence déjà à être appliqué à Kronchtate, avec d'excellents résultats.

Avec l'organisation du ravitaillement et après avoir résolu le problème du logement, il est indispensable de passer immédiatement à l'expropriation de toutes les fabriques, les usines et les ateliers par leurs comités respectifs.

LES FABRIQUES ET LES USINES

Il n'est pas indispensable d'écrire que toutes les fabriques et usines doivent être sous la direction des organisations ouvrières.

L'important est d'établir comment il faut réaliser cette grande entreprise. Actuellement de nombreuses fabriques et usines ferment leurs portes. Des milliers d'ouvriers sont sans travail. Les ouvriers doivent s'opposer à la fermeture de ces établissements, les remettre en marche et continuer la production.

Les grandes difficultés sont connues :

- 1) Insuffisance des commandes ;
- 2) Manque de matières premières et de combustible ;
- 3) Le sabotage voulu par les entrepreneurs et les hauts fonctionnaires ;
- 4) Manque de relations régulières avec la campagne ;
- 5) Désorganisation et isolement des centres de production charbonnière, pétrolière et métallurgique (le bassin du Don et de l'Oural) ;
- 6) Diminution sensible du transport routier et désorganisation complète du trafic ferroviaire.

Les travailleurs ont le devoir de résoudre ces problèmes sans rien attendre d'un pouvoir central.

Les travailleurs des villes doivent, pour assurer leur existence, préparer et consolider la production. Il leur faut entrer immédiatement en relation avec la campagne, les régions et les départements.

Il est indispensable d'entreprendre des échanges avec les organisations rurales. Il faut, pour cela, préparer un *Manifeste aux paysans* et organiser l'échange des produits de la terre avec les produits industriels, organiser la répartition des instruments agricoles.

Dans certains endroits, les travailleurs ont déjà appliqué cette méthode de travail et les résultats obtenus sont inespérés.

LES MATIERES PREMIERES ET LE COMBUSTIBLE

En ce qui concerne les matières premières et le combustible, il y a eu énormément de temps de perdu. Il aurait fallu, dès le début, accorder une grande importance à cette question. La situation est très sérieuse, mais elle n'est pas désespérée. Attendre une aide du bassin du Don est pour l'instant impossible. Reste l'Oural. Il est urgent d'envoyer des hommes pour établir des relations directes.

Il est urgent que les ouvriers décident d'entreprendre énergiquement ce travail sans perdre de temps.

Il faut également essayer, dans la limite du possible, de reconvertir certaines fabriques pour produire des matériaux nécessaires aux paysans.

TRANSPORT

Les ouvriers restés sans travail doivent diriger leurs efforts sur les transports ferroviaires (réparations des chemins de fer, des wagons, locomotives, etc.). Il faut qu'immédiatement le transport ferroviaire et routier passe sous la direction des organisations ouvrières.

CONCLUSION

Il faut aussi organiser les affaires sociales dans les villes et s'occuper du chômage.

Tels sont les innombrables problèmes à résoudre pour les travailleurs des villes. Problèmes ardues exigeant de l'énergie et de l'audace. De leur prompt réalisation dépend notre victoire.

En conclusion, nous proposons :

1° Organiser immédiatement un congrès de travailleurs avec le plus possible de délégués, afin de résoudre les problèmes indiqués plus haut ;

2° Agir avec énergie et audace sans crainte de commettre des erreurs ni de s'arrêter devant un échec possible, car pour améliorer la situation dans laquelle nous nous trouvons il n'y a que nos propositions ;

3° Ne pas attendre ou espérer une aide du pouvoir central.

Il faut agir par les organisations de travailleurs. Si ces derniers sont impuissants pour passer à l'attaque, il faut établir un plan en dehors de ces organisations.

Vous devez compter uniquement sur vous !

Ne vous arrêtez devant aucun obstacle !

Agissez inlassablement pour le bien de tous !

Ainsi seulement les travailleurs réussiront dans leur lutte pour une vie meilleure.

Ne permettez pas au pouvoir central bolchevique et à la bourgeoisie de triompher sur les ruines de la révolution.

BALLOBAR (1)

Un exemple d'humanisme libertaire

Gaston LEVAL

Les luttes sociales et les inquiétudes révolutionnaires de Ballobar sont de longue date. Sous la monarchie, la tendance libérale y triomphait régulièrement. Le républicanisme s'y fit jour vers 1907. Cette année-là, le peuple commença, d'accord avec les chefs locaux de l'opposition politique, à construire un Centre Républicain, inauguré quatre ans plus tard, et qui est aujourd'hui le siège du Centre Libertaire. Mais pendant ces quatre ans, un certain revirement s'était produit chez une partie des travailleurs. La Semaine Tragique de Barcelone, qui finit par l'assassinat de Francisco Ferrer, montra que les tendances révolutionnaires des républicains étaient beaucoup moins énergiques dans la rue qu'à la tribune. Un groupe se détacha vers la gauche. Il arriva à l'anarchisme. La propagande de nos idées commença. Elle eut pour principal résultat, en 1917, la fondation d'un syndicat, qui adhéra à la Confédération Nationale du Travail.

La répression qui, pendant que le général Martinez Anido trônait à Barcelone, déferla sur l'Espagne, atteignit Ballobar et ferma son syndicat, qui comptait quatre ans d'existence. Bon nombre de militants durent s'enfuir et vivre en France, ou ailleurs, pendant plusieurs années. Ce n'est qu'en 1931 que les travailleurs purent se regrouper. La deuxième République venait d'être proclamée. Les humbles mirent quelque espoir dans les libertés promises. Ils furent cruellement déçus. La même année, le syndicat fut à nouveau fermé. On ne put le rouvrir qu'après juillet 1936, quand le fascisme, d'un côté, et la révolution, de l'autre, effacèrent virtuellement le régime républicain.

Pendant ce temps, ceux des libertaires qui étaient restés avaient continué plus ou moins clandestinement leur propagande. Comme dans d'autres villages des alentours, qui se trouvaient dans la même situation, un Centre culturel fut formé. On y lisait surtout des livres révolutionnaires. On le transformait aussi en un organisme de combat ; en un syndicat déguisé, qui avait ses registres et trois cent dix adhérents, tous cotisants.

L'esprit non conformiste de Ballobar ne s'en tenait pas là. La misère régnait sur l'ensemble de la population. La meilleure moitié de la terre appartenait au comte Placide de La Cierva y Nuevo, qui l'avait escroquée à la municipalité. D'après ses privilèges historiques, le comte avait le droit de pâturage sur cette terre, mais par la falsification des documents et par des pots-de-vin, il en devint le maître absolu. Quarante propriétaires environ possédaient le quart de la superficie ; un certain nombre, de 15 à 20 hectares chacun. Les trois quarts du peuple n'en avaient que le huitième. Il fallait travailler pour le profit des riches, ou comme colon sur de petites étendues louées par le comte. Cela ne pouvait durer éternellement, puisqu'on avait de la décision et de la dignité. En 1922, la population pauvre de Ballobar s'empara des terres du comte La Cierva, qui dans l'ensemble n'avaient, jusqu'alors, servi qu'au pâturage des troupeaux, et se mit à les labourer. La garde civile se rangea, comme toujours, du côté du plus fort, mais le peuple en appela aux tribunaux de

Saragosse, accusant La Cierva d'être légalement un faux propriétaire. Les juges donnèrent raison au peuple ; mais le Tribunal Suprême de Madrid la donna au comte, qui conserva ses terres.

Il ne put pas, cependant, en jouir beaucoup. Le peuple continuait à les travailler. Il achetait des troupeaux qui paissaient en commun. Il récoltait. Cela n'allait pas sans des luttes terribles. La garde civile ramassait les troupeaux qu'elle faisait revenir au village, arrêtaient en masse les hommes et les femmes obstinés à vivre ; des familles entières furent enfermées jusqu'à cinquante fois dans la prison de Huesca et de Fraga. Les paysans ne cédèrent pas et, en 1927, le comte, vaincu, vendit ses terres à l'Etat, qui les revendit aux paysans avec facilités de paiement. Mais ceux-ci ne payèrent pas et la révolution les surprit en conflit judiciaire avec l'autorité.

Ce qui trancha tout. On commença par ramasser, sous la responsabilité du Comité antifasciste, les récoltes des grands propriétaires, premier pas sur la voie du socialisme, dans presque tous les villages. Puis on ouvrit une inscription volontaire pour constituer la Collectivité. Sur 435 familles, le groupe initial en compta rapidement 180. En mai 1937, il ne restait que cinquante-cinq « individualistes », et encore presque tous voulaient rentrer à la Collectivité dont ils s'étaient retirés. Mais on avait résolu de ne pas les admettre avant un an. C'est ce qui maintenant les en tient éloignés.

Ces individualistes repentis ne sont pas en désaccord avec l'œuvre de nos camarades. Ils apportent même leur aide volontaire aux travaux communs et remettent aux magasins municipaux les produits de leur terre, produits qu'ils ne prétendent pas négocier pour leur compte.

La Collectivité de Ballobar n'a pas non plus de statuts ni de règlement. Tout le monde est d'accord sur ce qui est fondamental : travailler en commun, jouir en commun des produits du travail, s'entraider autant qu'il est nécessaire pour le bonheur de tous et de chacun. On prend toutes les résolutions concernant la vie sociale dans les assemblées qui ont lieu chaque semaine, soit sur la place publique, soit au Centre culturel Libertaire. Les individualistes ont le droit d'y prendre part autant que les collectivistes. Le village entier trace le chemin à suivre, parce que la Collectivité s'occupe, pour le bien de tous, de beaucoup de problèmes qui dépassent son cadre.

Pendant les premiers mois, le Comité révolutionnaire se chargea de l'administration générale. Mais en décembre le gouvernement donna l'ordre de constituer le Conseil municipal. On obéit. Le Comité révolutionnaire, n'ayant plus de raison d'être, fut dissous. On nomma alors, les fonctions s'étant séparées, une commission administrative de la Collectivité, désormais dissociée de la municipalité. Aujourd'hui cette commission se compose de onze camarades : un pour les tailleurs, un pour les menuisiers, un pour les ouvriers sur métaux, un pour le bétail, deux pour le contrôle des machines et des instruments de labour, deux pour la distribution du travail dans les terres irriguées et dans celles qui ne le sont pas, deux pour la distribution, un secrétaire. A part ce dernier, tous travaillent manuellement. Ils ont été nommés dans une assemblée générale, qui peut les destituer n'importe quand.

Le nombre de groupes qui cultivent la « huerta » s'élève à sept ; chacun à son délégué. Le groupe de ceux cultivant les terres non irriguées

(1) *N. de la R.* — Cette étude, qui décrit l'histoire d'une collectivisation dans un village espagnol pendant la Révolution qui eut lieu à l'époque indiquée, nous semble un exemple de pratique humaniste sur le terrain concret de la vie sociale et matérielle. Cet exemple peut nous donner à réfléchir utilement. Il n'est qu'un cas modeste dans l'ensemble de ce qui se fit alors.

est numériquement instable, autant que le travail lui-même. Il s'élevait à quatorze lors de ma visite (mai 1937). A ce moment il préparait pour de futures semailles des terres jusqu'alors réservées à l'élevage et soignait les champs plantés d'oliviers et de vignes. Il y a, en plus, d'autres groupes, chargés de l'arrosage, de couper la luzerne et les foin : travaux moins pénibles réservés aux moins robustes.

Tous les soirs, après leur labeur, les membres de la commission administrative se réunissent pour examiner et ordonner la marche du travail et les problèmes, petits et grands, de la vie collective. C'est à ces réunions que les délégués des groupes viennent demander plus d'hommes s'il leur en faut. La commission déplace alors d'un groupe à l'autre ceux qu'elle croit nécessaire de déplacer, d'après les besoins généraux de l'économie conduite sur un plan d'ensemble.

Les femmes ne vont aux champs que dans les cas les plus pressants. On leur réserve les tâches les moins fatigantes. La superficie cultivée n'a pas varié. Ballobar, comme tous les autres villages, paie son tribut humain à la guerre : un bon nombre des hommes les plus robustes sont au front. Mais n'en déduisons pas qu'il n'y ait aucune amélioration à enregistrer. Si la pluie ne manque pas, on obtiendra beaucoup plus de produits dans les terres non irriguées, et certainement davantage dans celles qui le sont. Les méthodes de travail ont été perfectionnées. Avant, la terre était mal cultivée ; certains propriétaires en avaient plus qu'il ne leur fallait et, ne voulant pas ou ne pouvant pas la travailler, ils obtenaient un rendement inférieur à celui qui était possible. Par contre, d'autres n'en avaient pas assez et perdaient une partie de leur temps à souffrir en silence et à convoiter celle de leur voisin. Tout cela a changé. L'énergie humaine, animale et mécanique est maintenant utilisée de façon rationnelle. Tout est cultivé avec une égale attention ; la terre donnera, sans exception, le maximum. Si la superficie cultivée est la même, le rendement par hectare sera de beaucoup supérieur. La production globale aussi. C'est ce qui importe.

On élevait surtout des moutons ; les grands propriétaires arrivaient à en avoir mille. Depuis qu'ils s'étaient approprié les terres du comte La Cierva, les petits paysans possédaient chacun quatre et même six bêtes. Leur situation s'était améliorée, et l'on songe combien il est monstrueux qu'un seul homme ait pu disposer, pendant des générations, de moyens d'existence qui pouvaient donner à des centaines de familles ce dont elles avaient besoin pour ne pas avoir continuellement faim, pour ne pas voir leurs enfants rachitiques et mal vêtus mourir, faute de résistance organique, sous l'attaque de toutes les maladies.

Les sept mille cinq cents bêtes de la Collectivité sont réparties en troupeaux de trois cents à quatre cents, confiés chacun à deux pères et méthodiquement distribués dans la montagne. On utilise les herbages aussi rationnellement que les terres de culture. Voilà encore un fait qui a son importance.

Le commerce fut socialisé trois mois après la révolution. La force des choses y poussa. Les prix montaient, la spéculation menaçait tout. On ramassa toutes les marchandises et on les mit dans une coopérative municipale divisée en trois sections : comestibles, tissus, huile et vin. L'huile, le vin, le sucre et la viande sont soumis au rationnement. Tout le reste se consomme librement. On s'en remet à la conscience de chacun. L'examen des livrets de consommation, dans lesquels figurent les vêtements, prouve que jusqu'à présent la conscience n'a pas été un vain mot. Les marchandises prises par un ménage du 14 au 28 avril valent exactement 11 pesetas 75 centimes, y compris le sucre. Disons que chaque famille obtient ses légumes sur un morceau de terre qu'elle travaille le dimanche et où elle sème et plante, dans les proportions qu'il lui plaît, ce qu'elle préfère.

On enregistre les dépenses de chacun et la valeur de ce qu'il apporte. Comme il n'y avait pas de greniers assez grands pour contenir toute la récolte, chaque famille garda son blé ; elle le donne à mesure qu'on en a besoin pour la consommation locale ou pour la vente à l'extérieur. Cette pratique n'implique pas un équilibre forcé entre production d'hier et consommation d'aujourd'hui. Tous ont un égal accès aux vivres, et les mêmes limites. Des familles qui n'avaient pas de terre et qui n'ont rien apporté ont exactement le même droit que les autres à demander et à recevoir, d'après les réserves communes.

Tous les efforts sont concentrés sur l'agriculture. La construction de maisons est reléguée à plus tard. Mais cinq maçons se dédient à faire des réparations. Auparavant, il fallait, pour réparer une demeure, construire un mur ou une chambre, passer par tout un appareil bureaucratique, faire des dépenses de papier timbré et attendre pendant des semaines et des mois l'autorisation officielle. La Collectivité agit plus promptement. Elle envoie simplement ses maçons où leur travail est nécessaire. Les entraves de l'Etat ont disparu. Elles n'ont plus du reste de justification théorique. Personne n'a d'intérêt à construire avec de mauvais matériaux. Personne n'est indifférent à l'esthétique du village. Il n'y a plus de division entre la population et l'autorité. C'est la population qui fait les choses par elle-même, et pour elle-même.

Les ouvriers qui travaillent dans les autres petites industries ont été regroupés comme les maçons ; les menuisiers ne font qu'un groupe ; les ouvriers sur métaux aussi. Avant, chaque artisan travaillait par son compte, disputant les clients aux autres, faisant à la main ce qu'on pouvait faire à la machine, produisant deux ou trois fois moins de ce qu'il produit maintenant.

Le médecin et le pharmacien n'ont pas voulu entrer dans la Collectivité. Ils ont adhéré à l'U.G.T. (2), et contrairement au médecin d'Alcoléa, qui en fait aussi partie, ils obéissent aux mots d'ordre lancés par cette organisation. Ils reçoivent malgré tout ce qu'il leur faut pour vivre, et ils obtiendraient, s'ils étaient solidaires du peuple, tous les éléments de culture et de travail. Leur attitude nuit à leur activité. Le médecin ne peut pas acheter par ses propres moyens les instruments, les appareils et même toutes les publications qu'il lui faut pour travailler et suivre pas à pas les progrès de la science médicale. Et comme il reste en marge de la Collectivité, celle-ci ne se hasarde pas à les lui procurer. Personne ne gagne à cette situation, mais les malades et la santé publique y perdent. L'hygiène même s'en ressent, puisque c'est une fonction sociale qui doit être dirigée sur un plan général, et non pas du cabinet d'un docteur qui guérit quand il peut et quand on le paie, mais qui ne prévoit généralement absolument rien.

Les paysans libertaires de Ballobar savent, tout autant que ceux du reste de l'Aragon, la valeur de la culture intellectuelle. Ils ont installé des bibliothèques publiques. Mais l'école aussi les préoccupe. Sur un maître et trois maîtresses, il ne restait qu'une maîtresse. Les autres étaient et se trouvent dans le territoire occupé par les fascistes. On a fait venir deux maîtres de Barcelone, et on leur donne toutes facilités pour se procurer ce qu'il faut pour l'accomplissement de leur tâche. Un auxiliaire choisi parmi les jeunes gens les plus instruits du village les aide, et tous les enfants, sans exception, vont à l'école, où ils reçoivent obligatoirement l'instruction jusqu'à quatorze ans. C'est énorme : en Espagne, cela ne s'était jamais vu.

Appliquant une résolution prise dans une assemblée générale, la Collectivité va même plus loin. Elle a chargé les maîtres de choisir les

(2) Union générale des Travailleurs, centrale syndicale socialiste.

quatre enfants qui ont fini le plus brillamment leurs études et démontrent le plus d'aptitudes, pour les envoyer au collège secondaire de Caspe. Tous les frais seront payés par elle.

Dans une situation aussi complexe que celle que nous traversons — guerre et révolution — certains facteurs jouent en faveur, d'autres contre les buts que l'on poursuit. Un des facteurs adverses est la construction de fortifications, dans des zones différentes. L'Etat paie dix pesetas par jour, en monnaie nationale. Les plus égoïstes se sont laissés tenter, car je n'affirmerai pas, ce qui serait ridicule, que l'interprétation terre à terre de l'intérêt personnel a disparu complètement. Mais bien souvent, quoique ayant besoin d'argent pour acheter dans les villes des produits qu'elles n'ont pas, les Collectivités ont refusé d'envoyer des hommes aux fortifications, ou ont fourni seulement le nombre indispensable. Elles veulent avant tout assurer la récolte et les produits de la terre pour alimenter l'Espagne. Elles savent que la monnaie papier qu'on leur donne ne leur sera d'aucune utilité si elle ne sert pas à se procurer du pain, des légumes, du lait ou de la viande. Leur simple bon sens vaut autant que la science des économistes.

Mais quand il faut céder, pour ne pas être accusé par sa propre conscience de n'avoir pas aidé à ériger des moyens de défense contre une menace permanente d'invasion, elles décident presque toujours que l'argent touché sera versé à la caisse commune. Vingt-cinq hommes de Ballobar furent désignés, comme maximum disponible, pour aller travailler aux fortifications. Ils y restèrent quatre mois, puis revinrent. L'argent qu'ils ont touché a été intégralement versé à la caisse commune.

DONNÉES SUR LE CANADA

Un de nos abonnés canadiens a écrit à une camarade sur les conditions d'existence dans son pays. Nous croyons utile de reproduire de cette lettre les parties suivantes :

Pays jeune et en pleine croissance, le Canada est sujet à des « crises » régulières de baisses et de hausses dans le marché du travail. De plus, à cause de la mécanisation... et à cause du fait que le Canadien français ne fait que sortir de sa « société agraire »... beaucoup de gens sont sans travail parce qu'ils ne sont pas *compétents*. En 1963, en Amérique (nous sommes en Amérique ; beaucoup n'y pensent pas), il y a toujours de la place *en haut, au sommet*. Les compétences manquent dans tous les domaines. Mais, au bas de l'échelle, peu de place et beaucoup de candidats !

Autre détail. Votre âge ? Tout comme aux Etats-Unis... le Canada est le pays de la jeunesse. Les grandes firmes (sociétés) n'embauchent pas au-dessus de quarante ans : question de moyennes pour le système des pensions aux employés... et aussi question de « charme ».

La standardiste, qui est la première personne que l'on voit en entrant dans un bureau, dans une fabrique, ou la « réceptionniste »... ou la secrétaire à qui il faut parler avant de voir le patron, etc., toutes ces personnes, en Amérique du Nord, doivent, d'abord... et *surtout*, être des « charmeuses ». Ne nous y trompons pas. A mon avis, on peut être tout aussi charmant à soixante ans qu'à vingt ans ; même plus. Mais il s'agit ici d'une politique qui relève de la manière de faire des affaires sur ce continent. On préfère payer deux dactylos

qui fournissent chacune 50 pour cent du travail qu'elles devraient fournir que d'en payer une seule... qui ferait tout le travail... mais qui... enfin, vous comprenez ?

La première impression du client entrant dans votre bureau, votre fabrique, etc., c'est la « charmeuse » qui va la lui communiquer, vous conditionnant ainsi à la proposition de l'homme que vous venez voir, qu'il soit un avocat, médecin, commerçant, etc.

Généralement parlant, les Français qui sont venus s'installer ici... et qui ont patienté... ont très bien réussi. Plusieurs ne retourneraient jamais en France ! J'en connais qui sont venus, se sont découragés ou ont abandonné, sont retournés... et sont revenus au Canada... pour... je ne dirai pas « faire fortune »... mais qui, en quelques années, se sont achetés une maison à Montréal (de dix à quinze mille dollars), un chalet à la campagne (cinq mille dollars), roulent voiture américaine (encore trois ou quatre mille dollars)... et qui envoient leurs enfants soit en France faire leurs études ou dans des collèges « privés » très coûteux... afin d'éviter notre système d'écoles religieuses... car nous n'avons pas d'écoles laïques. Il faut aller soit à l'école catholique (du XVII^e siècle) ou à l'école protestante, plus anglaise que française.

Parmi ceux qui ont réussi ici, il y a le type journaliste, écrivain... (nous avions et avons encore besoin de ces gens-là qui connaissent le français et savent écrire).

Puis les cuisiniers, pâtisseries, charcutiers, boulangers... et les « spécialistes » en technique moderne. Ces derniers, nous nous les faisons voler. Ils viennent ici, apprennent à parler anglais... et les Etats-Unis leur offrent des salaires supérieurs aux nôtres, un meilleur climat, et ils s'en vont.

Une autre catégorie : instituteurs et professeurs. Grande demande partout. Non seulement au Québec, mais dans tout le Canada et toute l'Amérique du Nord.

Un professeur de mathématiques de Paris, venu ici donner des conférences l'été dernier, a trouvé notre pays très intéressant. Il s'était fait une idée tout à fait baroque du Canada français : vieux, démodé, dépassé, enfoncé dans la religion, etc. Il a trouvé un pays moderne, un centre unique au monde : tout se divise en anglais et français ; lutte anticléricale ardente ; dynamisme de la génération qui monte... Il m'a avoué que la France avait beaucoup à apprendre du Québec sur bien des rapports. Je ne suis pas aussi « déliant » que lui, car je connais les dimensions des problèmes auxquels nous devons encore faire face... mais j'avoue que nous sommes en pleine révolution sociale et intellectuelle, en train de renverser nos idoles, que le Québec de 1963 ne ressemble déjà presque plus à celui de 1953... et que les voiles de la barque ne font que gonfler...

Montréal, comme tout le Québec, est en ébullition. Il n'y a pas d'endroit au monde où l'Eglise est plus riche... il n'y a pas d'endroit où elle a été assise plus solidement depuis des siècles... pas même en Espagne. Car ici elle avait réellement les masses avec elle... et, pourtant, il n'y a pas de pays au monde où l'Eglise tremble le plus en ce moment et où elle lâche le plus de lest... pour pouvoir ne pas tout perdre...

LIBRE EXAMEN

ANALYSE HUMANISTE

Nous avons publié, dans notre dernier numéro, la réponse que Mathilde et André Niel ont faite aux observations contenues dans notre Lettre à deux humanistes, parue au numéro précédent. Désireux de poursuivre une confrontation utile, et cordiale, et de maintenir le plus possible les liens d'amitié qui doivent rapprocher des hommes — et des femmes — coïncidant sur de très nombreux problèmes et sur le plus grand nombre de questions reliées à ces problèmes, nous répondons à notre tour, car il est indispensable de pousser plus à fond l'analyse. Ce faisant, si le ton de cette réponse pouvait sembler un peu plus « polémique » que ce que nous désirons, nous prions Mathilde et André Niel de n'y voir aucune intention agressive ou blessante. La grande force de conviction donne au style une certaine vigueur. La vigueur de l'estime et de l'amitié est beaucoup plus grande encore.

Nous ne pourrions pas nous étendre outre-mesure, et nous relèverons ce qui nous semble le plus important parmi les arguments exposés :

a) « Pourquoi les éléments politiques les mieux intentionnés (socialisme, anarchisme) ont-ils fini par échouer du point de vue humain ? Pourquoi se sont-ils niés les uns les autres ? Pourquoi ces scissions, ces abandons, ces luttes fratricides ? »

Réponse. — D'abord, parce que les hommes, quelle que soit leur étiquette, ne sont pas parfaits, même les adeptes des doctrines les plus élevées. Et il en sera de même de l'humanisme. Commencement de preuve : il existe déjà des humanistes chrétiens, d'autres se réclamant de certaines philosophies indiennes, et des humanistes non chrétiens, non unilatéralement spiritualistes ; les humanistes autoritaires et les non autoritaires. Thorez se réclame de l'humanisme, le philosophe catholique Jacques Maritain a lancé la formule de l'humanisme intégral, et le groupe L'Homme libre, de Saint-Etienne, se réclame de la même dénomination. Il serait bien surprenant que tous soient d'accord entre eux ou avec nos deux amis. Dès que nous nous définissons avec quelque précision, les différentes interprétations apparaissent. Nous nous garderons bien pour cela d'accuser l'humanisme en soi.

b) « Jamais nul n'a encore tenté, au cours de l'histoire, de désaliéner les esprits. »

Réponse. — Cela demanderait quelques précisions, car en quoi consiste cette désaliénation ? S'il s'agit de libérer l'homme du culte de la nation et de l'Etat, de l'influence des dogmes et des tabous politiques, sociaux, religieux, voire philosophiques et scientifiques — du point de vue humain — nous croyons que des hommes comme Proudhon, Stirner, Bakoumine, Kropotkine Reclus, etc., ont fait dans ce sens des efforts toujours valables.

c) « Certains anarchistes ont cru devoir ériger la liberté en absolu. Au nom de cette liberté, ils en sont venus à détruire la liberté des hommes réels et à préconiser ou bien la dictature d'Etat, ou bien l'individualisme absolu, la violence et le nihilisme. »

Réponse. — Nous ne voyons pas comment on peut préconiser la dictature d'Etat au nom de la liberté absolue. Il y a là antinomie, dont nous ne connaissons pas d'exemples. Quand certains anarchistes se sont ralliés à un système dictatorial, ils ont renoncé à l'anarchie et ne

l'ont pas fait au nom de la liberté, et moins encore au nom de la liberté absolue. Et l'emploi de la violence révolutionnaire n'est pas forcément la négation de la liberté, car elle peut être défense contre l'oppression, lutte pour la supprimer.

d) « En fait, les individus libres ont toujours constitué l'exception. On peut même dire que l'homme libre n'est pas encore né. »

Réponse. — Nous croyons que c'est là une vue trop pessimiste de l'histoire. Indépendamment de Bouddha, de Jésus (a-t-il vraiment existé ?), et de Jaurès, Lao-Tseu, Socrate, Epicète et un bon nombre de philosophes grecs, un grand nombre de stoïciens, beaucoup de républicains, de socialistes, de coopératistes de l'école de Charles Gide en France, ont été des hommes libres dans leur esprit et dans leur comportement, exempts de passions et de haines. On en trouve même chez les chrétiens, tolstoïens, et le groupe des Dukhobors. Et nous pouvons affirmer que dans le mouvement libertaire, dont nous n'ignorons pas les faiblesses contre lesquelles nous nous efforçons de réagir, en plus des figures admirables comme Elisée Reclus, Kropotkine, Malatesta, Anselmo Lorenzo, Pietro Gori, Gustav Landauer, Domela Nieuwenhuis, Luis Bertoni, et tant et tant d'autres, des légions d'hommes de base ont été dignes des meilleurs classements dans l'ordre moral de l'humanité. On en trouve aussi, du reste, dans toutes les familles progressives non dictatoriales de l'histoire humaine, depuis les Gracques jusqu'à Franklin.

Nous ne nions pas qu'un effort doit être fait pour multiplier le nombre de ceux qui s'efforcent d'être des individus, bons, nobles, généreux, guidés par l'éthique la plus haute. Bien loin de là. Mais il faudrait désespérer de l'humanité si cela n'était pas né avec elle. Car il s'agirait alors d'une impossibilité biologique, plus que psychologique, et ce serait plus grave encore.

*
* *

Maintenant, nous abordons un problème plus important, car il ne s'agit pas d'interprétations, mais de principes. Pour nos deux amis, les hommes désaliénés, tels qu'ils les conçoivent, sauraient se donner des « chefs libres et humains ».

Il faudrait peut-être, pour ne pas discuter inutilement, savoir ce qu'ils entendent par chefs. Pour nous, et tenant compte de ce que l'on a toujours entendu jusqu'à présent, et selon ce que dit, par exemple, le dictionnaire Larousse, « un chef est celui qui détient l'autorité : chef d'Etat, chef d'entreprise », constitue l'acception dominante, quoi qu'il y ait aussi les chefs d'orchestre et les chefs de gare. Or, jusqu'à maintenant, nous savons ce qu'on donné les chefs d'Etat, que nous ne confondons pas avec les chefs d'orchestre. Et nous voulons bien des coordinateurs, des délégués responsables, mais pas des « dirigeants », pour employer le terme utilisé dans l'article auquel nous répondons.

« Le peuple ne décerne pas de mandat général ; il ne donne que des délégations spéciales », écrivait Proudhon quand il exposait sa conception du socialisme. Il ne s'agit donc pas de véritables « dirigeants », ni de « chefs » au sens classique du mot. Et nous croyons nécessaire d'éviter de dangereuses confusions dans les termes. Sans quoi, c'est la fonction autoritaire

elle-même qui crée l'aliénation, et la participation à cette fonction qui s'exerce par le pouvoir politique crée aussi l'aliénation chez ceux qui sont pris dans ce mécanisme.

D'autre part, nous donnons, certainement, une importance énorme aux facteurs psychologiques, si souvent déterminants dans la conduite des hommes et dans les grands événements de l'histoire. Ce fut une des principales causes de dissensions entre l'école marxiste et l'école libérale du socialisme. Bakounine insista sur le « caractère autoritaire de Marx ». Mais cela ne peut non plus nous faire oublier les autres facteurs, qui modifient à leur tour les caractéristiques psychologiques et les comportements humains. La rapide amélioration des conditions économiques des travailleurs est en train de tuer, sous nos yeux, leur esprit révolutionnaire. Il y a interférence des différents facteurs.

Certes, au fond, c'est dans la mesure où la conscience humaine est ou sera forgée, surmontant ce qui l'éloigne d'une conception élevée du destin de l'humanité et de l'individu, que l'influence de ces autres facteurs sera limitée au rôle qui doit être le leur. Car l'humanisme est avant tout le triomphe de cette conscience dans un esprit de justice, de liberté et de dignité. Sur ce point, nous sommes certainement d'accord.

et demi, et un total de 340.000.000 de quintaux, c'est-à-dire trois fois une bonne récolte moyenne française. Comme le paysan russe mange, et pour cause, plus de pain que le paysan ou le citoyen français moyen, cela pouvait, de toute façon, assurer au moins cet aliment pour 130 millions de personnes. Or, l'U.R.S.S. doit acheter d'énormes quantités de cette céréale aux nations capitalistes. On ne peut faire de propagande plus efficace en faveur de ses ennemis.

Maintenant, pour développer l'agriculture, Khrouchev va d'abord développer l'industrie chimique. Il avait annoncé, il y a deux mois, que la somme investie s'élèverait à 21 milliards de roubles, et permettrait d'obtenir par un cent millions de tonnes de produits chimiques. Maintenant, il annonce que la somme sera doublée (42 milliards de roubles) et permettra d'obtenir de 70 à 80 millions de tonnes des mêmes produits. Qui donc comprend quelque chose à tant d'incohérence ?

Pour atteindre ces réalisations Khrouchev fait appel aux pays capitalistes afin de leur acheter non seulement du blé, afin de sortir de la situation actuelle, mais aussi des installations, des biens d'équipement nécessaires à la réalisation des grands projets d'industrie chimique. « Nous paierons ces achats suivant les normes commerciales internationales en vigueur », a-t-il déclaré. Et il demande que les nations capitalistes fassent à la Russie des offres et des crédits plus longs que courts...

Mais alors, et le dépassement du capitalisme ? Et le formidable développement de l'industrie russe ? Et toutes les merveilles que l'on nous a dépeintes pendant tant d'années ? Et le pain gratuit ? Et les statistiques de production que tant d'économistes ignares ont commentées comme parole d'évangile ? Et l'immense battage fait par les communistes, les sympathisants, les cryptos, les quarts de cryptos, tous ceux qui se mouillent et ceux qui ne se mouillent pas ?

Avions-nous raison, oui ou non, quand nous affirmions que pour la plupart tous ces chiffres, toutes ces affirmations étaient mensongers ? Et faut-il les couvrir et les défendre parce que cela se fait au nom de la révolution ? Faut-il, pour la même raison, couvrir le régime totalitaire qui opprime les hommes tout en les affamant ?

ENCORE L'ÉCONOMIE RUSSE

Nous n'avons aucun plaisir à souligner constamment les mensonges et les réalités du régime dit communiste qui sévit en Russie. Nous préférons, et de beaucoup, que la Révolution commencée en 1917 ait réellement implanté le socialisme et le communisme, les vrais, pour lesquels nous nous battons depuis si longtemps. Nous préférons aussi vivre heureux au sein du peuple russe et ne pas nous préoccuper de savoir comment nous vivrons pendant notre vieillesse prochaine, dans le régime capitaliste qui ne nous offre qu'une insécurité angoissante. Voudra-t-on, enfin, nous comprendre ?

Malheureusement, les faits sont les faits. Nous nous référerons aujourd'hui spécialement au problème du blé, déjà abordé dans notre dernier numéro, et qui est des plus importants, puisque le blé constitue l'aliment principal de la population russe. Tout le monde a pu lire, dans la presse, les déclarations faites par Khrouchev au cours du plénum du 9 décembre, qui réunit 6.000 délégués. Pour se couvrir devant la situation agricole catastrophique, le chef de l'Etat russe a rappelé la conduite de Staline :

« S'il fallait appliquer les méthodes de Staline et de Molotov en matière de ravitaillement, alors nous pourrions encore exporter du blé cette année comme cela se faisait tandis que les gens mouraient de faim. »

« En 1947, c'est un fait, dans plusieurs régions du pays, comme dans celle de Koursk, les gens mouraient de faim, et le blé était vendu à l'étranger. »

Ce ne sont pas de contre-révolutionnaires, ni des révolutionnaires ennemis du régime et que l'on pourrait accuser de partialité qui le disent : c'est Khrouchev lui-même. Et il reste tout ce qu'il nous cache encore, car l'aveu qu'il vient de faire n'aurait jamais été fait si les circonstances ne l'y avaient poussé ou obligé.

Mais Khrouchev a dû aller plus loin. Il a reconnu l'échec de la colonisation des « terres vierges » qui devait assurer des quantités formidables de céréales. Pourquoi cet échec ? Il ne le dit pas. La raison principale en est que malgré les réorganisations administratives successives, malgré les mesures prises, les discours, les menaces, les emprisonnements d'administrateurs, les campagnes de presse, le système étatique généralisé stérilise les activités des hommes. L'étatisme triomphant c'est la paralysie envahissante. Khrouchev a beau se démener, il est dominé par le système dont il s'efforce de limiter les méfaits.

Rappelons à ce sujet les chiffres donnés par la F.A.O. en octobre de l'année dernière et basés sur les données officielles quant au rendement à l'hectare du secteur privé et du secteur public de l'U.R.S.S. : 66 quintaux de pommes de terre dans les kolkhozes contre 115 dans les lopins de terre des paysans ; 90 contre 143 quintaux de légumes, respectivement ; 47 % de la viande, 50 % du lait et 83 % des œufs venaient des mêmes lopins, qui représentent une partie infime de l'ensemble des terres cultivées. Si la socialisation avait été faite sur des bases rappelant, par exemple, les collectivités espagnoles, les chiffres du secteur privé seraient dépassés comme ils l'ont été en Espagne.

Comme premier remède, Khrouchev a décidé (c'est toujours lui qui décide, et non le peuple russe) de renoncer à cette exploitation des « terres vierges » dont il avait annoncé d'avance les résultats miraculeux ; puis de renoncer à la culture intensive du maïs qu'il avait portée aux nues. Maintenant, il va faire remplacer l'exploitation extensive traditionnelle par l'exploitation intensive. Naturellement, il annonce encore des merveilles... pour 1970.

Mais quiconque est au courant des problèmes de l'agriculture sait que la culture intensive, faite grâce au formidable développement des industries mécaniques et chimiques, revient, surtout en matière de céréales, plus cher que la culture extensive. Ce sont les pays disposant des grandes étendues de terre, comme l'Argentine, les Etats-Unis, les Canada, l'Australie et... la Russie, et faisant peu de frais pour l'obtention des récoltes, en travaillant à raison d'un grand nombre d'hectares par individu, qui peuvent mieux soutenir la concurrence sur le marché mondial, car le blé — ou le maïs, l'avoine, etc. — revient alors meilleur marché, même si l'on n'obtient que dix, douze ou treize quintaux à l'hectare contre trente, quarante et plus dans les régions de culture intensive.

On pourra mieux apprécier le formidable fiasco de l'expérience faite au Kazakhstan si l'on tient compte que les terres emblavées, au prix de dépenses formidables — défrichage, transport de population, construction de granges collectives, installation de villages, petites villes, moyens de transport, etc. — s'élevaient à 40 millions d'hectares. Même en ne comptant, car il s'agissait de culture extensive, qu'un rendement de dix quintaux de blé à l'hectare, cela donnait 400 millions de quintaux par an. Si l'on retranche un quintal et demi pour les semences, il restait huit quintaux

L'ÉGLISE, HIER

La dureté de l'Inquisition espagnole fut très grande dans les premiers temps, ce qui fit se multiplier les recours au pape (1). Le nombre des accusés fut si grand que les prisons étaient insuffisantes. Dans le premier auto-da-fé qui eut lieu à Séville, on condamna seize d'entre eux à mourir sur le bûcher. En huit ans, dans la même ville, sept cents personnes furent condamnées à la même peine et cinq mille à des peines d'emprisonnement. Dans un seul auto-da-fé de Tolède figurèrent 1610 personnes, et à Xérès un autre auto-da-fé dura trois jours.

Rafael ALTAMIRA.
(Historia de la civilización española.)

(1) L'Inquisition fut en Espagne créée par la monarchie, par la « grande reine » Isabelle de Castille.

LA VIOLENCE DANS LA NATURE HUMAINE

Max STEPHEN

L'homme est-il bon, l'homme est-il irrémédiablement asocial ou antisocial ? Il est curieux de constater que dans les courants révolutionnaires qui traitent ce sujet deux opinions prédominent, qui sont absolument opposées, bien que, parfois, soutenues par les mêmes individus. Car là-dessus on répète, sans trop y réfléchir, certains slogans que l'on adopte par confort intellectuel, sans se donner la peine de vraiment étudier.

Soucieux de vérité, toujours, considérant que l'humanisme doit connaître les problèmes humains tels qu'ils sont, sans les compliquer ni les simplifier, sans embellir ni enlaidir la personnalité humaine, nous allons, aujourd'hui, traiter du problème de la cruauté, de la lutte sanglante entre les hommes, pour montrer que c'est là un fait vraiment naturel dans la vie de notre espèce. Et cela non pas pour broyer du noir, mais parce que nous ne voulons pas nous tromper et que nous avons le devoir de regarder en face la réalité et l'importance de nos tâches.

C'est expliquer trop facilement les choses que présenter tout ce qui s'est fait de mal dans l'histoire comme le résultat de la seule volonté des maîtres dominant les peuples. Que cette volonté ait été et soit toujours un fait, c'est certain. Mais ce l'est aussi qu'il existait, dans une partie importante des masses, et parfois dans des populations entières, une prédisposition qui les faisait commettre des exactions terribles, soit par haine de ville à ville, de région à région, de nation à nation, par haine de religion, ou pour toute autre raison. Dispositions naturelles, qui du reste varient selon les peuples, selon les époques, chez un même peuple aussi. La plupart du temps, les chefs de guerre n'ont pas inventé l'agressivité : ils l'ont exploitée, entretenue, excitée. Et ceux qui parmi nous ont un certain âge savent combien il était facile d'exciter la haine du Français moyen contre le « boche » avant 1914, et à quelles difficultés se heurtaient les pacifistes et les internationalistes de l'époque.

L'homme à l'état brut est trop souvent l'homme à l'état de brute. Car les forces psychiques et psychologiques de violence qui sont en lui, résultats de la longue lutte incessante pour la vie que nos ancêtres ont menée sur la planète et contre la nature pour vivre et se développer, se sont accumulées au cours des millénaires. Il est naturel que l'homme recèle en soi ces possibilités d'expansion de force qui sont le résultat d'un très long héritage. Naturel aussi que les possibilités d'idéalisme, de sacrifice et de courage qui sont en lui s'amalgament, avec l'aptitude violente sans qu'il en ait conscience, dans les déterminants de son comportement individuel. Bakounine, qui allait au fond des choses avec une acuité insurpassable, a écrit là-dessus une page qui mérite d'être méditée (1) :

« Jusqu'à présent toute l'histoire humaine n'a été qu'une immolation perpétuelle et sanglante de millions de pauvres êtres humains à une abstraction impitoyable quelconque : dieux, patries, puissance de l'Etat,

honneur national, droits historiques, droits juridiques, liberté politique, bien public. Tel a été jusqu'à ce jour le mouvement naturel, spontané et fatal des sociétés humaines. Nous ne pouvons rien y faire, nous devons bien l'accepter quant au passé, comme nous acceptons toutes les fatalités naturelles. Il faut bien croire que c'était la seule voie possible pour l'éducation de l'espèce humaine. Car il ne faut pas s'y tromper : même en faisant la part la plus large aux artifices machiavéliques des classes gouvernantes, nous devons reconnaître qu'aucunes minorités n'eussent été assez puissantes pour imposer tous ces horribles sacrifices aux masses, s'il n'y avait eu dans ces masses elles-mêmes un mouvement vertigineux, spontané, qui les poussât à se sacrifier toujours de nouveau à l'une de ces abstractions dévorantes qui, comme les vampires de l'histoire, se sont toujours nourries de sang humain. »

Voilà une vision *complète* des choses. Et cette vision est confirmée par celui qui étudie l'histoire non pas pour chercher dans tel ou tel auteur la confirmation de ce qu'il désire trouver, mais pour connaître toute la vérité sur ces sujets, même si elle est désagréable.

Un des exemples qui m'ont frappé dans mes lectures au cours desquelles je prenais mes notes, c'est celui de la lutte contre les communes et les villes plus ou moins libres, soit en Grèce, soit en l'Asie mineure envahie par Alexandre, qui profita des dissensions entre les villes et les exploita, soit entre les communes françaises, entre celles des Pays-Bas et celles d'Allemagne ; soit encore les luttes terribles des corporations qui les ont ensanglantées à l'intérieur, pendant des siècles. On peut, là-dessus, documenter abondamment. Et cela est doublement frappant parce que ces communes et ces corporations vivaient sur un même pied juridique, et n'agissaient pas poussées par la royauté, l'empire, l'Etat et autres entités toutes-puissantes qu'invoquent sans savoir ceux qui ont absolument besoin de prouver que l'homme est par nature uniquement bon et sociable, et qu'il n'a jamais fait la guerre ni employé les armes que contraint par la volonté de ses dominateurs. Quoique accompagnée de l'inégalité des classes, la démocratie existait dans les communes. Mais l'esprit de la commune, dont nous a tant parlé Kropotkine, qui n'y a vu que les aspects favorables, était collectivement, solidairement braqué contre les autres communes et les haines étaient partagées par tous entre les riches et pauvres, contre les habitants des communes rivales, riches et pauvres aussi.

Je reproduis à ce sujet quelques pages du beau livre de Paul Perrier, *l'Unité humaine*, paru chez Alcan, en 1932, et qui nous renseigne sur les luttes des communes italiennes au Moyen Age. On retrouve les mêmes faits chez d'autres auteurs. Et ils valent aussi d'être médités :

« Pendant des siècles, l'Italie, comme l'Allemagne, ne connut pas d'autre état politique que le morcellement et la division. L'unité maintenue par Théodoric disparut au temps de l'invasion, et l'on revint aux complications de l'époque pré-romaine. La

tâche abandonnée par les Byzantins, les Lombards et les Carolingiens sera reprise par les empereurs de la maison de Saxe, puis les Hohenstaufen ; mais, comme la toile de Pénélope, l'unité de l'Italie ne cessera de se faire et de se défaire.

Les divisions déjà nombreuses au IX^e siècle, marquisats de Frioul, de Toscane et de Spolète, duché de Venise, exarchats de Ravenne, Pentapole, Etat romain, duchés de Naples, Amalfi et Calabre, royaume musulman de Sicile, se multiplient à l'époque féodale, et l'on y compte presque autant d'Etats que de communes. Sur ces villes ou ces seigneuries, la suzeraineté de l'empereur, même au temps de Barberousse ou de Frédéric II, fut presque toujours théorique. C'est surtout dans le Nord, en Lombardie, que les divisions politiques s'enchevêtraient et se compliquaient : chaque cité, administrée par ses consuls, forme un Etat, une seigneurie indépendante, d'ordinaire à la suite d'une révolte contre les seigneurs qui occupent encore les châteaux de la campagne. Cette situation rappelle exactement celle de la Grèce antique, de la Chine féodale ou de la Palestine au temps des Juges : comme en Grèce, c'est une guerre perpétuelle entre ces Etats minuscules, et les alliés de la veille deviennent les ennemis du lendemain.

La cité est une puissance féodale comme les autres, c'est-à-dire fondée par des privilèges qu'elle tend à accroître aux dépens de ses ennemis intérieurs ou des étrangers. Elle est une grande famille dont tous les membres sont étroitement solidaires et dont le premier devoir est de soutenir les vendettas contre les cités ennemies ou les groupes hostiles qui vivent à l'intérieur des murs. L'intérêt général n'existe plus, il n'y a que des intérêts particuliers, d'où le caractère fragile des alliances. Comme le dit Lanzani dans son livre sur les « communes italiennes », les cités en viennent à invoquer les droits les plus opposés à leurs principes : Crémone veut assujettir Crema, car cette ville lui a été cédée par la comtesse Mathilde, et Milan prétend à la souveraineté sur toute la Lombardie. Presque chaque année ramène la lutte fratricide entre Pavie et Milan, Florence et Flésole, Milan et Lodi, Rome et Tivoli, Vérone et Padoue, Turin et Suze, Pise et Lucques. Ces luttes acharnées vont parfois jusqu'à la destruction de la ville rivale. Plus les communes sont voisines, plus elles se détestent. Du haut de l'Acropole, on apercevait les frontières de l'Attique, et de même dans les villes italiennes, de leurs tours fortifiées, les citoyens aperçoivent les tours de leurs voisins qui sont souvent leurs ennemis héréditaires, avec qui ils se disputent pendant des siècles un château fort, un pont, un péage. Gènes, qui a des ambitions méditerranéennes et dispute à Venise l'empire de la mer, est aussi en conflit avec Pise pour la possession de la Lunigiane, tout de même que Venise lutte contre Padoue avant de se l'assujettir.

Milan est en querelle avec Pavie pour la Lomellina, avec Bergame pour l'Adda, avec Crémone pour l'Insula Fulcherii. Modène veut dominer la Garfagnana. Bologne soutient Faenza contre Forlì qui protège Rimini et Ravenne. Modène se fait reconnaître par Ferrare le droit d'avoir un canal particulier allant au Pô, mais elle se heurte aux revendications de Bologne. Vicenze et Padoue se disputent les eaux du Bacchiglione. Les intérêts sont si bien enchevêtrés, si concrets, si complexes que chaque ville a des alliances contradictoires : les alliés conviennent qu'ils éviteront de s'attaquer directement, ou ne s'attaqueront que sur

(1) *L'Empire knouto-germanique et la Révolution sociale.*

certain points, sans que cela nuise à leur amitié, et il n'est pas rare de voir deux villes ennemies combattre ensemble contre une troisième.

Chacun de ces Etats minuscules possédait un symbole concret de son existence indépendante, le *Carroccio* : c'était un char pesant, peint en rouge et tiré par quatre paires de bœufs. Il supportait une grande antenne, le long de laquelle étaient suspendues la bannière de la commune et l'image de son saint patron. La garde de cette lourde machine était confiée aux guerriers les plus vaillants : à la bataille de Legnano (1176), 300 jeunes gens des premières familles milanaises se groupèrent autour du *carroccio*, après avoir juré de vaincre ou de mourir. La perte du *carroccio* était une tache à l'honneur de la commune. L'ennemi qui s'en était emparé le promenait en triomphe, le mât renversé, ses ornements traînant dans la boue. On le livrait ensuite aux insultes de la populace, qui le couvrait d'ordures. Après la bataille de Cortenuova (1237), le *carroccio* des Milanais, pris par les soldats de Frédéric II, fut envoyé à Rome, comme un trophée de la victoire gibeline, et placé au Capitole.

Le danger commun produit parfois des miracles, et il arriva que des haines séculaires firent trêve à l'approche de l'empereur allemand. Il représentait pourtant, avec le pouvoir pontifical, le seul élément d'unité capable de grouper tous ces petits Etats, mais les villes les mieux disposées envers l'empire ne voyaient en lui qu'un allié utile, capable de faire réussir leurs revendications et leurs vengeances contre des cités rivales, et elles s'entendaient pour le repousser quand il manifestait l'intention de ruiner leur autonomie. La passion de l'indépendance se montra chez les Italiens du Moyen Age en deux circonstances mémorables, à un siècle de distance, à l'égard de Barberousse et de Frédéric II. Mais, lorsque la Ligue lombarde eut triomphé de l'empereur à Legnano, les divisions recommencèrent : les communes avaient lutté pour défendre leurs franchises anciennes et non pour donner à l'Italie une Constitution ; on ne défendait pas une cause générale, mais des intérêts particuliers, et l'année même de Legnano plusieurs cités de la Ligue revinrent au parti impérial.

Lorsque, au siècle suivant, Frédéric II recommença en Italie la politique de Barberousse, il retrouva l'opposition de la Ligue lombarde reconstituée. Il y eut même une année, ce fut en 1233, où la religion parut réaliser ce que la politique ne réussissait qu'à compromettre, l'unité de l'Italie : à la parole ardente de fra Giovanni de Vicence, 400.000 personnes, disent les chroniqueurs, se réunirent dans la plaine de Paquara, près de Vérone. Un grand nombre d'évêques et de seigneurs, le terrible Ezze-lino lui-même, y vinrent sans armes et pieds nus, en signe de pénitence. L'année de l'Alleluia, comme l'appelle Salimbene, ne vit que le miracle de la parole, la manifestation de l'exaltation mystique des foules, mais aussitôt l'enthousiasme passé, les hommes revinrent à leurs conflits traditionnels.»

NOS PROJETS EDITORIAUX

Nos lecteurs trouveront dans ce numéro l'article que Voline avait écrit sur les tâches constructives de la révolution russe en 1917. Cet article fait partie d'une documentation inédite qui est en notre pouvoir et il accompagne une étude approfondie de la réalité économique et sociale de la Russie des Soviets dans la période actuelle et dans ces dernières années.

Il s'agit là d'un travail de base, réalisé d'après la documentation et les publications officielles. Les révélations auxquelles il donne lieu sont simplement stupéfiantes. Elles constituent une source de renseignements de première importance que ne peut ignorer quiconque cherche la vérité sur la révolution russe et ses résultats.

D'autre part, nous pensons publier en brochure l'excellent travail de notre ami Jacques Bouyé, dont l'analyse sur les problèmes de l'homme et de l'industrie est une contribution originale et profonde aux études sociologiques que réclame notre époque.

Enfin, nous voudrions aussi pouvoir éditer, comme cela nous a été demandé de divers côtés, l'étude de Laureano Riera sur l'organisation du Frigorifique Artigas, de Montevideo, car cette étude ouvre des perspectives nouvelles sur les possibilités de réalisations constructives du prolétariat.

L'importance de ces projets n'échappera à aucun de nos lecteurs.

Mais il nous faut pour cela des ressources économiques que nous n'avons pas.

Voudra-t-on en tenir compte ? Voudra-t-on tenir compte du fait que ceux qui font cette revue y apportent non seulement leurs inquiétudes et leur temps, leur travail, mais aussi leur effort financier, bien qu'ils doivent lutter, et parfois durement, pour la vie ?

L'aide nous viendra-t-elle ?

Et ceux qui sont en retard depuis un, deux ou trois ans voudront-ils se mettre à jour ?

FACTEUR A RETENIR

Depuis 1959, 900.000 têtes de bétail bovin ont dû être abattues pour cause de tuberculose. Cela aussi contribue au coût élevé de la viande, car les éleveurs se rattrapent sur ce qu'ils vendent.

Mais y contribue aussi le fait que, sur 100 francs payés par le consommateur, 11 francs sont constitués par les taxes, alors qu'on paie 4 francs en Allemagne, 3 en Belgique et rien du tout en Suède et aux Pays-Bas.

LE VOLONTARIAT OBLIGATOIRE

Castro vient d'instaurer le service militaire obligatoire de trois ans pour les hommes de dix-sept à quarante-cinq ans, et de deux ans pour les femmes. Cela permettra d'exiger des uns et des autres la prestation gratuite et « volontaire » de travail où et quand le gouvernement le jugera nécessaire. Pour commencer, ce dernier a déjà fait appel à une partie de la population mobilisée pour aller travailler gratuitement et par force à la « zafra » (récolte de canne à sucre). Pourtant le capital « étranger » ne gêne plus les activités économiques à Cuba ; pourtant aussi la récolte de canne à sucre a diminué d'environ quarante pour cent ; pourtant encore bien des usines, qui hier absorbaient une partie de la main-d'œuvre, ne tournent pas...

Mais les gens ne sont plus galvanisés par les discours. Et comme en U.R.S.S., mais plus vite semble-t-il, l'appareil de production se paralyse. On a beau invoquer le socialisme, la révolution et tout ce qu'on voudra, cela n'y change rien. Ni n'empêche que le sucre commence à manquer à La Havane comme le pain à Moscou.

En compensation, l'Etat se consolide chaque jour, et il dispose d'un très bon armement.

NOUS AVONS EN VENTE

Nous tenons à la disposition de nos lecteurs, pour faciliter la diffusion de nos idées, les éléments de propagande suivants (prix franco dans tous les cas) :

L'indispensable Révolution, par Gaston Leval (280 pages, 360 fr.)

Manifeste socialiste libertaire (40 pages, 60 fr.)

Le Chemin du Socialisme (40 pages, 60 fr.)

Bakounine et l'Etat marxiste, par Gaston Leval (24 pages, 40 fr.)

Pratique du socialisme libertaire, par Gaston Leval (82 pages, y compris quatre schémas, 175 fr.)

Le monde nouveau, son plan, sa constitution, son fonctionnement, par Pierre Besnard (124 pages, 300 fr. franco)

Eléments d'éthique moderne (105 pages franco, 250 fr.)

Des miracles de Lourdes à Teilhard de Chardin par Georges Las Vergnas (franco, 5,50 F)

Imp. R. Ouvrière, Paris, 10, r. Montmorency 3°

ADMINISTRATION — Abonnement annuel : France : 5 NF. - Etranger : 6 NF. - L'exemplaire : 0,45 NF.

Demandes et mandats à : Mme Luce ÖTTIE - 21, rue des Mathurins. BIEVRES (Seine-et-Oise) - C. C. P. Paris 5935 - 17

DIRECTION — Gaston LEVAL - 33, boulevard Edgar Quinet, PARIS (14°) — Le directeur-gérant : Gaston LEVAL